



auditoire

Le journal des étudiant·e·s de Lausanne depuis 1982

DOSSIER

T'as la dalle?

L'auditoire met les pieds dans le plat



©Elisa Bagnoud

L'auditoire N°289 // Novembre 2025
Retours L'auditoire – FAE
L'Anthropole Bureau 1190
1015 Lausanne

SOCIÉTÉ

**Forcer la Suisse à
agir contre le
génocide**

CAMPUS

**Du logo qui *Unil* à
celui qui fâche**

CULTURE

**Ça pop avec Marie
Jay!**

Fédération
des Associations
d'étudiant·e·s

FAE



©Élisa Bagnoud

REMERCIEMENTS
MÉRICIA CLAUDE, MÉRICIA INFOMANIAK, MÉRICIA LES
MICRO-TROTTOIRS, MÉRICIA LA BIÈRE A 2 - AU WORK-
CHOPPE, MÉRICIA DE LAISSER UN MESSAGE APRÈS LE
SIGNAL SONORE, MÉRICIA AU KM VERTICAL, MÉRICIA
TATAKI D'AVOIR ACCORDÉ UN ENTRETIEN À MARINE,
MÉRICIA AUX 10KM DE LAUSANNE, MÉRICIA AUX PAN-
TOUFLÉS

L'AUDITOIRE

N° 289
BUREAU 1190, BÂTIMENT ANTHROPOLE
1015 LAUSANNE
T. 021 692 25 90
F. 021 692 25 91
E. AUDITORE@GMAIL.COM
WWW.AUDITOIRE.CH

PARUTION 6 FOIS L'AN

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
ALEXANDRA BENDER, ALICE CÔTÉ-GENDREAU, ELENA
DELMAN, HANNAH KATZ, MARINE PELLISSIER, SARAH
PEITZMANN, JESSICA SOUSA, JESSICA ZWISLOCKY,
BRUNO, JULIAN RAMADANI, ZOE LE GROS, ANJOU
PÉQUIGNOT, SAMUEL BIGLER, ELIAS UNEHRI, RAPHAËL
TSCHÄTLI, JUSTIN MÜLLER, TIM NICOLAS, LÉONTINE JULI-
LIARD, EMILIE REYMOND, VALENTINE DÜSSER, LYAM
JACQUEMETTAZ, CHARLÈNE WICKY, LISA WALDOVOGEL,
COLIN NOVERRAZ, AGATHE MAGAND.

SECRÉTAIRE COMPTABLE

GABRIEL QUINTAS RODRIGUEZ

IMPRIMERIE

CENTRE D'IMPRESSION DE BERNE

COMITÉ DE RÉDACTION

RÉDACTION EN CHEF
ALEXANDRA BENDER
& ALICE CÔTÉ-GENDREAU

DOSSIER

MARINE PELLISSIER

SOCIÉTÉ

JESSICA SOUSA

FAE

CHIARA GALLÉ

CAMPUS, SPORTS & SCIENCES

EVA ROBILLARD

CULTURE

SARAH PEITZMANN

WEB

SIMON ZBINDEN

DOSSIER

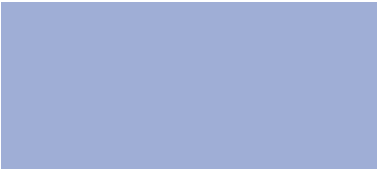
04-05
Interview

06
Et toi, tu manges des animaux?

07
Un régime politique
Le sucre ajouté

08
À propos de marges...

09
La folie des protéines
La famine et la guerre



FAE

14
Hausse des taxes d'études



SCIENCES

18
La vie sur Mars
Retarder la mort

19
Les limites planétaires
L'EPFL Rocket Team



CAMPUS

15
La TV suisse sous tension
Chronique soirées

16
Le nouveau logo de l'UNIL



CULTURE

20
Interview de Marie Jay

21
Love is Blind France
Le mythe Berghain

22
La servante écarlate
Au fil des oeuvres

23
La poésie de Méluzine
Recos culturelles



SPORT

17
Mathilde Cruchet
La pêche sportive

24
CHIEN MÉCHANT

SOCIÉTÉ

10
Qu'en est-il du privilège blanc?

11
La mort de Charlie Kirk
Chronique polémique

12
La presse en danger
Chronique Sexprimer

13
Regard sur les Flotilles



Ce que manger veut dire...

...dans un monde qui va mal

Manger n'a jamais été qu'un simple geste biologique. Que ce soit un acte de revendication ou un moment de plaisir quotidien, l'acte de se nourrir est au cœur des vies de chacun·e. Que la nourriture soit abondante ou restrictive, ce que l'on met au centre de la table nous suit perpétuellement. Nous ne mangeons pas seulement pour tenir debout, nous mangeons pour nous raconter quelque chose. Un fantasme de contrôle, une nostalgie d'enfance, une idée du bien. Le contenu de nos plats en dit long sur celui de nos têtes. Trop pleines ou trop vides, mais rarement en paix.

Les yeux plus gros que le ventre

Mais «bien manger» est devenu une injonction morale. Sur les emballages ou dans dans nos *stories*, tout nous rappelle qu'il faudrait manger sain, local et équilibré. Nos habitudes culinaires ne sont plus seulement un lieu de plaisir, de transmission et d'expérimentation, mais une vitrine de nos modes de vie, une manière de se distinguer. De plus, les régimes, eux, se multiplient, du végan au flexitarien. Chacun·e y va de sa conviction, pendant que l'industrie observe et s'adapte.

Manger, c'est aussi penser le monde

Hier, c'étaient les produits laitiers, aujourd'hui la protéine en poudre. En bref, manger est un fait social total comme diraient les sociologues. On mange pour se nourrir, mais aussi se retrouver, se consoler, prouver qu'on

existe. Bien manger dans un monde qui va mal, c'est peut-être une manière de se redonner des forces. Et partager un repas, presque une petite déclaration d'amour...

À table, les contradictions

Notre génération est sans doute la plus informée, la plus consciente, mais aussi la plus perdue face à son assiette. On veut sauver la planète sans renoncer

permanence tandis que d'autres sautent des repas. La faim cohabite donc avec le gaspillage.

«Bien manger» est devenu une injonction morale

Entre surplus et manque, la chaîne alimentaire ressemble parfois à un grand banquet inégalitaire. Manger aujourd'hui, c'est donc se confronter à nos idéaux et à nos contradictions. Ce numéro tente d'explorer tout cela. Les choix que nous faisons, les difficultés rencontrées par les personnes du monde agricole, la faim comme moyen de soumettre des populations... Parce que manger, c'est aussi penser le monde.

Nous vous invitons donc à vous délecter en entrée d'un dossier sur *la production alimentaire*, en plat principal *des enjeux sociétaux actuels*, de *Gaza aux États-Unis*, et en desserts des *recommandations culturelles* de notre comité et de nos fidèles rédacteur·ices. Bon appétit! •



au plaisir, consommer local sans se ruiner, éviter le plastique sans se priver de café à l'emporter. Certain·es comptent les calories pendant que d'autres comptent les centimes. Et en parallèle, la précartie alimentaire gagne du terrain. Des familles peinent à remplir leur frigo, pendant que des tonnes de nourriture partent à la benne. Des *apps* culinaires en tout genre pululent ainsi que les livreur·euses indépendant·es, nouveau mobilier urbain incontrournable, scillionnent les rues en

Alexandra Bender
Co-rédactrice en chef de
L'auditoire

Une montagne de défis

Rencontre: Martine Gerber

ENTRETIEN • Entre moutons, arbres fruitiers et potager, Martine Gerber nous dévoile les coulisses du fonctionnement d'une ferme agroécologique et biologique aujourd'hui. Rencontre avec une paysanne pour qui engagement politique, travail de la terre et de la laine entretiennent des liens indissociables.

Bonjour, merci d'accorder cet entretien à L'auditoire. Tout d'abord, pouvez-vous vous présenter ainsi que votre ferme?

Je m'appelle Martine Gerber, j'ai une formation dans l'enseignement et le travail social, et une formation en cours d'emploi dans l'agriculture. Je travaille comme cheffe d'exploitation, depuis une douzaine d'années sur ma ferme Biomemey, qui se trouve au Posses-sur-Bex, dans la commune de Bex, à 1000 mètres d'altitude. J'ai un label bio et je travaille dans ce qu'on pourrait appeler de l'agroécologie. J'ai une agriculture diversifiée en polyculture et élevage, ce qui veut dire que je suis autonome au niveau des besoins du domaine. En plus de cela, je suis conseillère communale à Bex et députée écologiste au Grand Conseil.

De quoi est composée votre production?

J'ai un petit troupeau d'une cinquantaine de moutons: je produis un peu de viande et de la laine. Je fais également en sorte de favoriser et produire de la biodiversité. J'ai trois ânes, qui comme les moutons contribuent à cet objectif, parce que mon mode de pâture est géré soigneusement et tend à trouver un équilibre entre

besoin animal et végétal sur des parcelles riches en biodiversité. J'ai plus de soixante arbres fruitiers, pour la plupart des pommiers, dont je vais presser les fruits au pressoir du village pour en faire du jus. De plus, j'ai un grand jardin de culture de petits fruits: framboises, surtout, mais aussi cassis, groseilles, raisinets, et un peu de maraîchage, surtout utilisé dans un but d'auto-provisionnement.

En quoi dites-vous que vous «produisez de la biodiversité»?

En général dans l'agriculture, on oppose la production alimentaire directe et indirecte. Produire de la biodiversité, c'est produire des alliés (insectes, oiseaux, vers de terre, plantes complémentaires...) à nos cultures et promouvoir le vivant, car la culture fonctionne en chaîne, en système. L'agriculture intensive déséquilibre la biodiversité dans ce système, ce qui rend la production agricole fragile et dépendante d'intrants chimiques. Cultiver de la biodiversité permet de soutenir les cultures, c'est en cela que c'est une promotion indirecte à la production alimentaire. Pour cette raison, je fais en sorte qu'il y ait beaucoup de biodiversité sur mon domaine pour qu'il y ait beaucoup d'alliés à la production agricole. La majeure partie de l'agriculture n'est plus sensible à cette problématique parce qu'elle pense qu'elle doit produire dans l'unique but de vendre. Moi, je viens, en somme et malgré moi, rééquilibrer les effets néfastes de cette agriculture intensive, en produisant, entre autres, de la biodiversité pour que les espèces qui nous aident à produire continuent d'exister. C'est une des formes de mon militantisme, de vivre au quotidien une agriculture de soutien.

De quelle manière essayez-vous d'être autonome dans votre agriculture?

C'est tout le concept de l'agroécologie, qu'elle soit durable, qu'elle se



tienne de façon autonome et que l'humain ait besoin d'intervenir le moins possible. J'essaie de ne pas effectuer d'achat de ressources (par exemple de la nourriture pour les animaux, des engrais, etc.) qui proviennent de l'extérieur pour faire fonctionner ma ferme et ma production. Car l'agriculture, comme tout le vivant, c'est un cycle. Tout d'abord, j'ai besoin des prairies pour faire pâture les moutons et les ânes. Ces derniers ont besoin de manger, mais ils produisent aussi du fumier: si on n'a pas de culture, on doit l'exporter et c'est dommage parce que c'est un élément très riche. J'utilise donc le crottin et le fumier pour alimenter la terre où poussent mes légumes et mes arbres. C'est un cycle fermé.

Est-ce que votre manière de faire de l'agriculture cherche à remettre en question certains modes de productions dominants actuellement?

Même si je fais de la politique, je suis plutôt une femme de terrain et je défends par mes pratiques au quotidien une autre forme d'agriculture. Ce n'est pas gratuit parce que cela représente énormément de travail, mais cela me permet de mettre en

évidence ce pourquoi l'agriculture n'est pas restée à l'étape où je suis actuellement: car ce n'est pas la forme la plus rentable d'agriculture. Par contre, elle apporte de nombreux bénéfices à l'environnement et c'est cet élément qui me motive à continuer. C'est ma manière de faire de la résistance à l'agriculture intensive. Effectivement, plus on est polyvalent-e, plus on est résilient-e durablement, mais moins on est rentable à court terme, malheureusement. Si je ne faisais que du blé ou si j'avais un troupeau de 500 moutons, je serais plus riche que si j'avais 50 moutons, plus de la culture, plus des arbres fruitiers, plus des petits fruits.

Nous avons un besoin urgent d'une agriculture plus diversifiée

Car tout cela est très compliqué à commercialiser en petite quantité. Mais nous avons un besoin urgent d'une agriculture plus diversifiée. Aujourd'hui, en Suisse, 2.5 fermes disparaissent chaque jour au profit de l'agrandissement d'autres domaines.



Quand il n'y aura plus qu'une douzaine de fermes sur un mode agro-industriel en Suisse, pour moi, on aura foncé droit dans le mur.

Pouvez-vous nous en dire plus sur vos activités autour de la revalorisation de la laine?

J'ai créé avec des ami·es une association qui s'appelle la *Filature de l'Avançon*, qui avait comme objectif de valoriser la laine locale de manière artisanale ou semi-industrielle. Finalement, nous avons pris une autre direction et décidé de ne pas valoriser la laine au sens de la rentabilité. On s'est rendu compte qu'il y avait un immense déficit de savoir-faire, de machines et de main-d'œuvre en Suisse, et que la manière de gérer cette matière reflète complètement le fonctionnement de notre système économique. L'association propose aujourd'hui de découvrir toute la transformation de la laine sur le plan artisanal, à titre de vulgarisation pédagogique. Elle démontre aussi théoriquement où sont les difficultés de la valorisation de la laine et elle les combat, à son niveau.

Pourquoi cette revalorisation est importante aujourd'hui?

On veut montrer, avec les mains autant qu'avec la tête, qu'il y a un vrai problème d'économie mondiale, parce qu'on a beaucoup de moutons en Suisse, et il n'y a qu'un tiers de la laine aujourd'hui qui est valorisée. Il n'y a pratiquement pas d'infrastructure car on a externalisé tout le potentiel de transformation vers des pays où la main d'œuvre est moins chère. En Suisse, on n'a pas de quoi transformer la laine, alors on l'importe d'Asie, de Nouvelle-Zélande ou

d'Australie pour la vendre chez nous. Ces élevages intensifs dans d'autres pays peuvent être certaines fois dévastateurs, notamment d'un point de vue écologique. En même temps, on importe des vêtements fabriqués avec des matières synthétiques qui polluent grandement. Pendant ce temps, en Suisse, on a des alpages qui conviennent bien aux moutons, et pourtant, la laine est bien souvent jetée.

Vous nous avez parlé de votre engagement politique, en tant que conseillère communale à Bex et députée écologiste au Grand Conseil. Quelles thématiques en lien avec l'agriculture souhaitez-vous mettre en avant au niveau politique?

Je suis particulièrement intéressée par la question agricole en politique. C'est un peu compliqué parce que tout ce qui relève de l'agriculture relève du droit fédéral. Donc dans les cantons et dans les communes, nous n'avons pas beaucoup d'outils d'action. Malgré tout, un des thèmes qui me préoccupe et que je partage avec le syndicat *Uniterre*, c'est l'accès à la terre.

Il ne faut pas considérer le label bio comme étant parfait

On s'aperçoit qu'il y a de plus en plus de jeunes suivant des formations agricoles qui ne sont pas issues du milieu paysan et qui ne trouvent pas de fermes et pas de terres, et sont donc empêché·es de travailler. Mais ils-elles sont aussi empêché·es de proposer d'autres modèles qui



viennent de milieux non paysans, qu'il serait pourtant important de juxtaposer aux modèles plus traditionnels, souvent issus des gens qui sont paysan·nes de père en fils ou de mère en fille. La vente des productions locales, c'est un autre sujet sur lequel on travaille au Grand Conseil. Je pense qu'il faut absolument, en lien avec l'agriculture paysanne, soutenir les épiceries locales sous toutes ses formes et diversifier la vente. C'est souvent une difficulté, pour moi comme pour d'autres, d'être à la fois producteur·rice et vendeur·euse: ce sont deux métiers différents qui demandent énormément de temps. D'où notamment l'importance du rôle des épiceries locales, qui permettent de vendre nos produits. Concernant l'aspect de la culture biologique, j'entends autour de moi un certain nombre de critiques sur le label bio. Ce que j'ai envie de dire, c'est qu'il ne faut pas considérer le label bio comme étant parfait. Il s'agit simplement d'un indicateur destiné à informer les consommateur·rices qu'aucun produit nocif pour la santé et l'environnement n'a été utilisé dans les cultures et l'élevage.

Il est important de venir à la rencontre des paysan·nes

Ainsi, lorsqu'on achète quelque chose de bio, on ne fait pas du bien qu'à son corps, on fait aussi du bien à la terre. Ensuite, ce label bio, au niveau régional, fédère les agriculteur·rices. Je sais que pour me soutenir, l'organe *Bio Vaud* va plancher sur des sujets pour prendre des positions politiques ou pour amener des réflexions pour aller plus loin sur la cohérence de ce label ou de cette forme de culture. Ensuite, il y a également *Bio Suisse*

qui réunit tous les bio cantonaux. Il existe aussi des organismes qui jouent un rôle similaire à l'étranger. Mais si on discrédite ce label, il n'y aura plus personne pour parler de cette possibilité de cultiver sans intrants chimiques. Cela ne veut pas dire qu'il faut acheter des fraises bio à Noël, il faut rester critique!

Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontée en tant que paysanne de montagne? Avez-vous des solutions pour y faire face?

Je travaille avec des bénévoles et j'ai aussi, en principe, un·e civiliste pendant l'été. J'ai absolument besoin d'aide car je n'y arrive pas toute seule. Je travaille avec *Caritas-Montagnards*, une association mettant à disposition de ses bénéficiaires des bénévoles qui viennent m'aider pendant une semaine durant tout l'été. Et puis, ce que j'aime beaucoup, c'est que j'ai l'impression que c'est du donnant-donnant parce que, en échange, je prends du temps pour leur proposer une semaine diversifiée avec différentes activités. De plus, on a beaucoup d'échanges intéressants au sujet de l'agriculture. Les gens repartent avec des expériences concrètes sur le monde agricole, et de mon côté, cela m'a aussi aidé dans mon travail. Il s'agit tout de même d'un défi économique de réussir à survivre aujourd'hui avec ce genre de projet.

Finalement, que conseillez-vous à nos lecteur·rices et aux citoyen·nes qui veulent soutenir une agriculture plus durable?

Je pense qu'il est important de venir à la rencontre des paysan·nes. Notamment par des plateformes comme *Caritas-Montagnards* – et il en existe aussi d'autres – pour travailler ensemble et échanger. Et ensuite, je conseillerais d'acheter et de consommer local, et d'essayer de faire un effort pour ne pas tout acheter en supermarché. Non seulement cela permet d'acheter des produits locaux, et donc de soutenir des reproducteur·rices locaux·ales, mais cela fournit aussi un lien social différent que celui que l'on retrouve dans les supermarchés. Je pense que c'est un des principaux changements à effectuer dans notre manière de consommer. •

Propos recueillis par Elena Deiana



Et toi, tu manges des animaux?

TÉMOIGNAGES • Dans un contexte social où le nombre de personnes véganes et végétariennes augmente d'années en années en Suisse (Swissveg, 2022), L'auditoire est allé à la rencontre de cinq jeunes âgé-es de 21 à 30 ans. Nous leur avons demandé-es s'ils-elles consomment ou non des animaux ou produits d'origine animale, et les raisons de ce choix.

Lorsqu'on lui demande: «Est-ce que tu manges des animaux?», Marjorie, 21 ans, nous répond «Oui!» avec enthousiasme et sans aucune hésitation. «J'en mange pour ne pas avoir de carences alimentaires, parce qu'on en a toujours mangé depuis la préhistoire, et parce que je trouve ça bon». Matthias, 26 ans, consomme également de la viande animale car il apprécie son goût. Il aime aussi la facilité de préparation des produits animaux: «c'est très pratique: ouvrir une boîte de thon, faire un œuf. Ça peut vite augmenter la qualité ou le goût d'un plat selon moi.» Mais Matthias explique également sa consommation de viande par une raison culturelle: «Philosophiquement, je crois que c'est aussi une question de socialisation. Dans la famille de ma mère, la viande était autrefois un aliment rare et valorisé», explique-t-il. N'envisageant pas de changer de régime alimentaire, notamment car cela représenterait à ses yeux une contrainte de plus à s'imposer dans la vie, Matthias essaie cependant de réduire sa consommation de produits animaux. «Je n'ai pas de problème moral à manger la viande d'un animal, mais pour des questions éthiques, je crois que c'est important de réduire la consommation animale, et je le fais. Je consomme du lait végétal, j'achète souvent des *patties* végétariens pour burgers», explique-t-il.

Affinités culinaires et valeurs

Réduire sa consommation de produits animaux pour des raisons morales et éthiques, jusqu'à ne plus du tout manger de viande, c'est le choix qu'ont fait Mathieu et Margaux, âgé-es de 26 ans, végétarien-nes depuis respectivement 1 et 2 ans. «J'étais entouré par des personnes qui commençaient à ne plus manger de viande, et c'était intéressant de discuter avec de leur point de vue. Et ça m'a ouvert les yeux sur tout ce qui se passe dans l'industrie de la viande. Parallèlement, j'ai commencé à devenir un peu dégoûté de la viande en même temps», explique Mathieu, qui souligne l'importance du bien-être animal pour lui. Le déclic a été différent pour Margaux. Lorsqu'elle quitte la maison

familiale pour débiter ses études il y a sept ans, Margaux réduit naturellement sa consommation de viande, par simples affinités culinaires, préférant les légumes et les pâtes. Puis, lors de ses études de master en durabilité, un argument environnemental se construit peu à peu pour Margaux, jusqu'à justifier son arrêt total de consommation de viande. «Je pense qu'au départ les raisons étaient plutôt pratiques, et sont devenues plus environnementales par après. Et moins j'ai mangé de viande, plus j'ai décidé d'arrêter complètement, et en parallèle,

plus je devenais sensible à l'animal en tant que tel», résume Margaux, ne percevant aujourd'hui plus seulement la viande comme un aliment, mais comme un animal qu'il a fallu tuer.

«Si j'écoutais mes valeurs, il n'y a aucune raison que je ne sois pas végane»

Lorsque nous leur demandons s'il et elle ont déjà eu envie de faire machine arrière dans leur choix de régime alimentaire, il et elle s'accordent pour dire qu'un simple rappel de leurs valeurs suffit lorsqu'il et elle se retrouvent dans une telle situation. «Mes valeurs qui expliquent mon végétarisme sont beaucoup plus fortes que l'envie momentanée»,

explique Margaux. Et lorsque nous leur demandons pourquoi il et elle ne sont pas végan-es, c'est-à-dire pourquoi il et elle continuent de consommer d'autres produits d'origine animale, leurs réponses divergent. Mathieu envisage difficilement de se passer de certains produits qu'il apprécie particulièrement, tels que les œufs ou la mozzarella, alors que ce sont plutôt les contraintes alimentaires dans notre société qui freinent Margaux. «Si vraiment j'écoutais mes valeurs à fond, au final il n'y a aucune raison que je ne sois pas végane»,



détaille Margaux, qui perçoit une certaine dissonance cognitive entre ses pensées et ses actes. «Je pense que c'est plus une question pratique que je n'ai pas encore totalement résolue et à laquelle je ne me suis pas attaquée, plus que le fait qu'il y ait quelque chose d'idéologique qui me retienne d'être végane», conclut Margaux.

Vivre selon ses convictions

Être végan, c'est le choix qu'a fait Pierre, 30 ans, il y a plus de deux ans, après 8 années de végétarisme. «Dans un premier temps, c'était pour des questions environnementales et typiquement liées à l'impact carbone des choses que je mangeais qui m'a motivé. Et dans un deuxième temps, c'est devenu une question de respect. Peut-être pour moins catégoriser certaines espèces comme inférieures à l'homme et à moi en particulier»,

explique Pierre à propos de son choix alimentaire. «Il y a des choses que l'on fait à toute époque qui paraissent totalement inacceptables plus tard. Et c'était important pour moi de ne pas avoir de retard sur ces choses-là.» D'un point de vue moral et éthique, il trouve cela dérangeant de provoquer la fin d'une vie pour pouvoir la manger.

«C'est très agréable de vivre selon ses convictions»

«Je pense qu'on est un petit peu au-delà du naturel et de devoir respecter cet ordre-là alimentaire.» Les réflexions de Pierre à propos de respect de la vie vont même au-delà des animaux. «Pourquoi est-ce que je considère les plantes comme inférieures aux animaux? J'en ai aucune idée, je ne sais pas encore.» D'un point de vue de santé, au contraire de Margaux et Mathieu qui se portent aisément en pleine forme avec leur régime alimentaire, Pierre doit rester attentif. «Il faut faire attention à certaines choses comme le fer, la B12 ou les protéines. Mais c'est de moins en moins stressant et ça devient assez vite une habitude», tempère-t-il. Un autre élément un peu «fatigant» qu'il souligne est «l'obligation de se justifier moralement devant tout le monde» et «l'obligation d'être parfait moralement». «Mais c'est aussi une des raisons pour laquelle je suis végan, c'est que je considère qu'à chaque fois que je le dis et que quelqu'un a une attitude un peu réticente, c'est une occasion d'en parler et d'essayer de montrer un point de vue qui me paraît au moins logique sur le sujet à ces personnes. Et je me dis que plus les gens sont exposé-es à ces points de vue, plus ils-elles y seront sensibles ou en tout cas moins ils-elles y seront réticent-es. Et c'est très agréable de vivre selon ses convictions», conclut Pierre. •

Un régime politique

SOCIÉTÉ • D'ici 2050, nous serons 10 milliards à habiter notre planète, soit une hausse de 25% de la population. Hors, il n'existe pas 25% de terres cultivables inutilisées sur Terre. La question se pose donc: comment palier à ce problème?

C'est à cela qu'a tenté de répondre la commission de chercheur-euses EAT-lancet créée en 2019, en proposant la *Planetary Health Diet*. Ce régime propose d'adapter l'alimentation de tout un chacun afin d'assurer l'accès à une nourriture saine et durable pour l'entièreté de cette population mondiale. Il n'est pas végétarien ou vegan comme on pourrait l'imaginer, mais flexitarien, c'est-à-dire contenant de la viande, mais avec modération. Cette alimentation est majoritairement composée de produits à base de plantes en utilisant les céréales complètes comme source principale d'énergie, des fruits et légumes en abondance, une consommation modérée de

produits à base animale, très peu de viande rouge et des noix ou légumineuses comme sources de protéines.

Des avantages sociaux...

La question de l'accessibilité à la nourriture constitue un véritable problème aujourd'hui, puisque près de 50% de la population mondiale n'a pas accès à une alimentation saine et seulement 1% vit actuellement dans une zone juste et sûre en termes d'alimentation. En plus de constituer un modèle idéal pour l'accessibilité à la nourriture pour tous-tes, ce régime propose un réel effet sur la santé globale, puisque le *Planetary Health Diet* est donc sain et permettrait d'éviter environ 15 millions de décès par an.

...et des avantages écologiques

Ce régime aurait également un réel impact sur la crise écologique. En effet, l'alimentation constitue aujourd'hui un des accélérateurs principaux de cette crise, émettant une large partie des gaz à effet de serre et contribuant au dépassement de cinq limites planétaires.

La question de l'accessibilité à la nourriture constitue un véritable problème

De plus, elle occupe une majorité des terres disponibles et mène à la déforestation et à l'affaiblissement

d'importants écosystèmes. Le *Planetary Health Diet* propose donc plusieurs solutions à de nombreux problèmes et est compatible avec de nombreux aliments, cultures et traditions, mais également avec les préférences individuelles de tous-tes ainsi qu'avec leurs habitudes alimentaires. Ce modèle alimentaire permet d'imaginer des projets qui pourraient être mis en place à une échelle systémique, ouvre la voie à de possibles autres réponses à ces questions et rappelle l'urgence de changer nos modes de vie et d'agir sur ces problématiques du futur et du présent. •

Zoélie Gross

Sucre ajouté: quelles conséquences?

SANTÉ • Fructose, amidon... Quel que soit le nom savant qu'on peut lui donner, le sucre ajouté est aujourd'hui omniprésent dans nos vies. Alors qu'il devient de plus en plus délicat de l'éviter, quelles sont les conséquences d'une consommation excessive?

Comme le montre un rapport de l'Unicef datant de septembre 2025, le taux d'obésité s'est envolé ces dernières années, au point de dépasser le nombre de victimes de sous-nutrition chez les 19-25 ans. Le nombre de personnes touchées a doublé entre 2000 et 2022, passant de 194 à 391 millions de victimes. En conséquence, en 2022, 8% des jeunes de cette catégorie souffraient de cette maladie, représentant un tournant historique. Selon l'OMS, un adulte devrait limiter la consommation de sucre à maximum 10% de l'apport énergétique d'une journée, ce qui correspondrait à environ 50g. Aujourd'hui, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire estime que la population suisse en consommerait deux fois plus. Ce chiffre englobe tous les types de sucres, dont celui naturellement contenu dans les denrées telles que les fruits. Le problème vient en fait des sucres dits «cachés», ajoutés par les fabricant-es dans nos produits de tous les jours. Que ce soit dans les produits dits sucrés

comme le soda ou les yaourts, ou même dans des produits comme les chips, le sucre est partout, et il suffit de regarder les listes d'ingrédients pour s'en apercevoir. Mais alors, à qui profite ces ajouts? Dans le monde industrialisé dans lequel nous vivons, le sucre est une denrée très économique pour les fabricant-es. En temps d'inflation, pour mieux vendre, il est préférable de se tourner vers des formules peu chères à produire, quitte à réduire la qualité nutritionnelle des ingrédients. Autre avantage: pour compenser les défauts de mauvaises matières premières, le sucre représente un exhausteur de goût à moindre coût.

Cette consommation permet de fidéliser les client-es

Une autre stratégie utilisée par les industriels posant problème pour les

consommateur-ices est que cette consommation permet aussi de fidéliser les client-es. En effet, plus l'on consomme de sucre, plus le cerveau produit de la dopamine, ce qui nous incite à racheter le produit, et représente une vraie bombe à retardement pour notre santé.

Une différence selon le pays

En Suisse, en tant que pays au niveau de vie relativement élevé, la population est finalement assez bien lotie. Certains pays n'ont pas les mêmes réglementations: on retrouve notamment beaucoup plus d'additifs sucrés dans des produits vendus dans des pays comme le Canada. Mais il y a un autre facteur à prendre en compte concernant cette différence dans les taux de sucre par produit. En 2024 par exemple, une enquête de l'ONG *Public Eye* a révélé que le taux de sucre ajouté dans les produits pour bébé du leader de l'agro-alimentaire Nestlé était plus important et plus fréquent dans des pays à bas revenus comme les Philippines ou le Nigéria. Si cette multinationale recommande publiquement d'éviter le



sucré ajouté pour les tout-petits, elle exploite aussi certaines faiblesses de réglementations internationales. Selon Karen Hoffman, professeure de santé publique à l'Université de Witwatersrand, en Afrique du Sud, c'est une «pratique colonialiste qui ne doit pas être tolérée». De nos jours, comment éviter de se faire avoir par les industriels? Les solutions semblent être multiples: les boycotter, n'acheter que des produits non-transformés, etc. La meilleure solution reste de penser à simplement consulter les listes d'ingrédients, afin d'y repérer le sucre et de s'en prémunir. •

Pauline Péquignod

À propos de marges...

AGROALIMENTAIRE • Le secteur agroalimentaire suisse est caractérisé par un manque de transparence des prix, en particulier sur les marges nettes réalisées par les différent-es acteur-ices d'une filière de production. Quels sont les enjeux liés à cette transparence? Entretien avec les chercheuses Armelle Rochat et Floriane Gilliland.

Régulièrement, des voix se lèvent pour demander une revalorisation des prix à la production, ainsi qu'une transparence des marges de la grande distribution. Partant du constat que les prix de vente sont rarement suffisants pour les producteur-ices, et désireuses de connaître les réels coûts de production de l'alimentation, Armelle Rochat et Floriane Gilliland, ingénieures agronomes et chercheuses, se sont intéressées aux marges nettes réalisées par les différent-es acteur-ices des filières de production. Auteures du rapport «Transparence économique de produits agricoles en Suisse romande» publié en juin 2024 par l'UNIL, elles livrent à *L'auditoire* des explications nuancées à propos de la répartition des marges dans les prix, évitant tout discours simplificateur, et dévoilent l'artificialité des prix de vente aux consommateur-ices. Au contraire des marges brutes régulièrement médiatisées, représentant la différence de prix entre le coût d'achat et le coût de vente d'un produit, les chercheuses avaient pour objectif l'étude des marges dites «nettes». Très détaillées, ces dernières permettent de déterminer le bénéfice réel qui est dégagé dans la vente d'un produit, en tenant compte de tous les coûts d'un-e acteur-ice d'une de ces filières. «Un distributeur, quand il achète par exemple des pommes, ça lui coûte quelque chose de les décharger, de les stocker, de les transporter jusqu'à la mise en rayon, de trier celles qui sont pourries, de payer le salaire des caissier-ères», explique Armelle. L'intérêt de cette recherche était donc de pouvoir chiffrer en pourcentage les marges «nettes» des différent-es acteur-ices des filières de production. Résultats: ces marges ne sont pas proportionnelles aux coûts supportés par chacun-e des acteur-ices, et leur répartition varie considérablement d'une filière à l'autre.

Éviter les a priori et découvrir l'artificialité

«L'avantage d'avoir étudié les marges de tous-tes les acteur-ices d'une filière était de pouvoir placer tout le monde sur le même pied d'égalité, afin d'éviter le parti pris qui veut que ce soit la

grande distribution qui prend toutes les marges», explique Floriane. Et à raison: «J'ai trouvé que c'était compliqué de pouvoir dire que c'est la grande distribution qui prend toutes les marges. Parce qu'elle a beaucoup de coûts cachés dont on parle peu», ajoute-t-elle. «On avait un peu des a priori sur la grande distribution, puis on s'est rendu compte que pour certains produits, elle ne fait pas des marges aberrantes», renchérit Armelle. Dans leur étude consacrée aux produits suisses, la grande distribution n'a en effet que peu à se reprocher en matière de marges, car acheter en Suisse en tant que distributeur signifie déjà payer des prix élevés à la production.

«La grande distribution a beaucoup de coûts cachés dont on parle peu»

Les prix de revente ne dépassent donc que modérément les prix d'achat, afin que les magasins puissent écouler leurs produits. Mais comment s'en sortent alors les distributeurs? «En faisant de grandes marges sur d'autres produits, par exemple les fraises d'Espagne. Mais du coup, les distributeurs disent que ça profite aux produits régionaux, pour lesquels ils peuvent justement réduire leur marge», détaille Floriane. À travers leur recherche, Armelle et Floriane ont compris que les prix des aliments en magasins n'avaient alors pas vraiment de lien avec les vrais coûts de production. «On s'est rendu compte que les prix des aliments étaient un peu artificiels en magasin», raconte Armelle. «Et c'est quand même assez spécial de se rendre compte que les magasins mettent les prix pour lesquels les gens sont prêts à payer, en faisant divers calculs afin de pouvoir s'en sortir avec du bénéfice», s'étonne-t-elle.

Les conséquences d'une transparence

Selon les chercheuses, une transparence des prix pourrait conduire à une consommation plus responsable.



«L'idée de départ, c'est que la transparence mènerait à des produits équitables, car si les consommateur-ices veulent savoir combien gagne chacun-e des acteur-ices, alors ils et elles seraient d'accord de payer le prix juste», explique Armelle. Selon les chercheuses, la transparence des prix oblige à sortir de la logique du libre marché. «Mais de nombreuses personnes sont contre le fait d'obliger les entreprises à devenir transparentes, car cela impliquerait de dévoiler des stratégies d'entreprise», explique Floriane.

«Les prix des aliments sont un peu artificiels en magasin»

Selon Armelle, si les prix des aliments suisses étaient fixés à la vente de manière juste et équitable, les prix aux consommateur-ices augmenteraient nécessairement. «Mais pour les prix à la production, c'est difficile à dire parce que chaque entreprise est différente et a des coûts différents, notamment selon si son processus est plus ou moins industrialisé», explique-t-elle. Floriane ajoute que certains produits ne seraient peut-être plus accessibles à toutes les tranches de la population qui l'achètent aujourd'hui. Et a contrario, certains produits bios, «pour lesquels les magasins ne se gênent pas de faire de grandes marges pour une

population qui est prête à les payer, alors que les produits ne sont pas si différents», verraient certainement leurs prix de vente baisser. «Si on faisait de la transparence, il y aurait peut-être une unification des prix aux consommateur-ices», conclut Armelle. Mais cela pourrait conduire à une réduction de client-es pour les magasins, qui toucheraient alors une moins grande diversité dans la population, particulièrement pour des raisons budgétaires.

Vers une meilleure transparence en Suisse?

«Actuellement, il existe de nombreuses petites initiatives privées qui se développent au niveau de la transparence des prix en Suisse», avance Armelle. Elle cite en exemple Inès Burrus, fondatrice d'equalprofit.org, qui aimerait créer une plateforme pour les commerçant-es afin qu'ils-elles puissent vendre entre elles et eux des produits transparents, l'association *ProGana* qui aimerait faire du pain équitable, et la coopérative *Lait équitable*. «En septembre dernier, le parlement a aussi accepté une initiative demandant la mise en place d'un observatoire du marché, ça veut dire que c'est en route», se réjouit Armelle. Affaire à suivre, donc. •

Flavia Mizel

La folie des protéines

TENDANCE • Omniprésentes dans les rayons de magasins, vantées par des affiches publicitaires aux designs sobres et sur les réseaux sociaux par des influenceur·ses fitness, les protéines sont partout. Entre coup marketing et réel besoin, où se positionne cet élan pour une alimentation protéinée?

Boissons lactées, pains, fromages... Les produits hyper-protéinés sont de plus en plus nombreux, et pour cause, une demande en forte hausse depuis quelques années. Face à cette tendance, notamment promue par des créateur·ices de contenu, l'industrie agro-alimentaire s'adapte en commercialisant des produits dans une version boostée en protéine – et,

parfois aussi, en additifs –, les revêtant au passage d'un packaging sobre aux titres anglophones.

L'art de vendre du «sain» plein d'additifs

Petites structures biologiques utiles au renouvellement de l'organisme, allant des muscles aux cheveux, les protéines sont présentes en quantité suffisante dans l'assiette du·de la consommateur·rice suisse lambda sous forme de produits d'origine animale (viande, lait, œuf, etc.) ou végétale (noix, légumineuse, etc.). En effet, pour un adulte, il est recommandé de consommer 0,8 gramme de protéines par kilo de poids par jour. Cette quantité doit être vue légèrement à la hausse pour les personnes de 65 ans et plus et peut

monter jusqu'à 1,6 grammes pour les personnes voulant augmenter leur masse musculaire. Une quantité plus haute sera simplement inutile selon Sidonie Fabbi, maître d'enseignement dans la filière nutrition et diététique de la HES de Genève.

Le public cible est principalement composé de jeunes hommes

Pouvant être utiles en tant que compléments alimentaires pour les personnes ayant de la peine à couvrir leur besoin en protéines, comme les personnes en rémission de cancer ou consommant des produits amincissants qui réduisent la faim, les

produits hyper-protéinés semblent toutefois ne pas répondre à un besoin généralisé. Ils reflètent plutôt une tendance de consommation qui trouve son public cible principalement chez les sportif·ves, et plus spécifiquement chez les jeunes hommes.

Indéniablement nécessaires pour une alimentation équilibrée, les protéines sont toutefois sous le joug d'un marketing empreint de malhonnêteté. Ce dernier vend des produits hyper-protéinés mais se garde de spécifier l'ajout d'additifs nocifs nécessaires à l'injection artificielle de chaînes de protéines supplémentaires. •

Zoé Bruand



La faim comme arme de guerre

CONFLIT • La famine est l'une des pires catastrophes qui peut s'abattre sur une population. À travers l'histoire, la famine fut parfois volontairement instituée, faisant de la faim une arme de guerre redoutable encore utilisée dans certains conflits contemporains.

La famine peut naître de phénomènes naturels, mais peut également être accentuée par des États. En effet, les événements récents nous rappellent que ces méthodes restent utilisées dans de nombreux conflits. Que cela soit au Yémen, au Soudan ou encore plus récemment à Gaza, la famine est utilisée comme moyen d'affaiblir les populations civiles. Or, cela contrevient aux traités internationaux (Protocoles additionnels et Statut de Rome). L'usage de la famine comme arme de guerre est interdit par le droit international. Le Statut de Rome de 1998 qualifie de crime de guerre le fait de «priver délibérément des civils de biens essentiels à leur survie», notamment en entravant volontairement l'acheminement de l'aide humanitaire. Par ailleurs, les critères définis par l'IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) pour déclarer une famine sont particulièrement rigoureux. Une situation est reconnue comme telle lorsque trois

conditions sont réunies: au moins un foyer sur cinq fait face à un manque extrême de nourriture, 30% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, et au moins deux personnes sur 10'000 meurent chaque jour de faim. Ainsi, à notre époque, l'usage de la famine est qualifié de crime de guerre. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Depuis la constitution des premières sociétés complexes, priver l'ennemi de nourriture a toujours été utilisé, que cela soit au travers de sièges, de massacre de bétail ou d'autres attaques visant à imposer la faim.

L'instrumentalisation de la faim à travers l'histoire

À d'autres époques, la famine a été utilisée par certains États de manière asymétrique, envers une population civile non combattante, parfois même envers leurs propres populations. Parmi ces exemples, on retrouve la famine irlandaise, ayant eu lieu de 1845 à 1852.

Bien qu'elle n'ait pas été proprement utilisée comme arme de guerre, l'aide contre la famine fut volontairement limitée par les Anglais. Cette catastrophe poussa un million d'Irlandais-es à quitter leur terre pour les États-Unis, tandis qu'un million d'autres Irlandais-es moururent de faim. Un autre épisode de famine ayant marqué l'histoire est celui de «Holodomor», une expression qui signifie famine en ukrainien. En 1931, une partie des paysan·nes ukrainien·es refusèrent la collectivisation des terres voulue par Staline. Aidé par une année de mauvaises récoltes, le pouvoir soviétique augmenta ses perquisitions, ce qui aggrava une situation déjà fragile. La famine dura de 1932 à 1933 et provoqua environ six millions de mort-es. Ces exemples démontrent que la famine peut être délibérément utilisée pour affaiblir certaines populations. La famine, lorsqu'elle est utilisée comme outil de domination ou de soumission, dépasse la simple tragédie humanitaire: elle

devient un crime délibéré contre les civil-es.

Priver des populations de nourriture n'est jamais un dommage collatéral

Malgré qu'elle soit proscrit par le droit international, la communauté internationale peine à agir pour lutter contre la famine et est souvent entravée par des considérations politiques et diplomatiques. Reconnaître et poursuivre ces violences, c'est rappeler que priver des populations de nourriture n'est jamais un dommage collatéral - mais un crime de guerre. •

Aulan Ramadani

(Re)penser le(s) privilège(s)

ANTIRACISME • L'auditoire s'est entretenu avec la Professeure Marie-Christine Ukelo-Mbolo Merga, responsable Mobilités et relations internationales mais aussi du CAS en Coaching et mentoring - spécialiste en antiracisme au sein de l'Université de Fribourg, afin d'interroger la question du privilège blanc dans la lutte antiraciste.

Qu'est-ce que le privilège blanc?

Le privilège blanc c'est un ensemble d'avantages sociaux qu'une personne ou qu'un groupe de personnes peut avoir, que ses avantages soient de l'ordre du symbolique, économique ou culturel. Ils prennent place dans une société où les personnes dites blanches l'ont historiquement structurée afin que les personnes perçues comme blanches dominent.

Il est nécessaire d'être en déconstruction constante

C'est une structuration de la société où plus vous vous approchez de cette blanchité, plus vous avez accès à des avantages. Et puis aussi quand je parle de blanchité, je ne suis pas en train de parler de la blancheur de la peau. Ça me paraît la première chose à dire et la deuxième chose, c'est que ce sont des privilèges dont les individus, ou le groupe d'individus qui en bénéficient, ne le perçoivent pas forcément comme tel. C'est-à-dire qu'elles-eux-mêmes ne sont pas conscient-es de ces privilèges. C'est un peu comme un cadeau que vous recevez, dont vous ne connaissez même pas l'existence.

Comment le privilège blanc se caractérise-t-il?

Il traverse tous les milieux, tous les espaces et donc on peut vraiment l'identifier par différents prismes. À ce propos, il y a eu un monitoring sur les incidents racistes en 2024, le premier monitoring, ce qui en dit long sur la difficulté d'un pays comme la Suisse de s'attaquer à ces questions-là. Si je me souviens bien des chiffres du monitoring, dans les cinq dernières années, il avait été mis en évidence que 17% de la population en Suisse avait vécu un incident raciste, donc une personne sur six. Ce qui était ressorti c'est que le racisme s'exerçait plus fortement sur le lieu de travail, représentant à peu près 52% de



© Ghislaine HEGGER

l'ensemble de ces incidents. Dans l'espace public, le chiffre s'élevait à 35-40%. Il y a aussi la question de l'école et des lieux de travail qui sont des lieux assez importants, notamment avec la question des CV, où des études montrent qu'il vaut mieux avoir un nom et une tête d'ici. Ce sont quand même des éléments qui nous permettent de relever l'indicateur de la blanchité, et c'est le cas également des milieux universitaires. Nous pouvons observer comment le phénotype se répartit dans les différentes strates institutionnelles. Observez qui compose la cohorte du personnel enseignant, technique, d'entretien, du secrétariat, etc. À l'intérieur des institutions, il peut y avoir des biais qui participent de la sélection du personnel. Ces mêmes biais contribuent à ce qu'il y ait des savoirs qui sont considérés comme plus légitimes que d'autres auprès des chercheur-es et professeur-es. L'université reste donc un lieu où il y a une tendance à reproduire la blanchité comme une condition implicite de légitimation.

Comment utiliser son privilège blanc dans la lutte antiraciste?

Il est nécessaire d'être en déconstruction constante. Il faut partir du principe que nous avons été socialisé-es à des perspectives racistes, il est donc nécessaire d'apprendre à écouter et une des postures qui me semble importante, c'est celle du non savoir: «Moi je ne sais pas ce que c'est d'être dans la place de l'autre». Une autre manière d'utiliser son privilège blanc est en trouvant des manières d'amplifier les voix des personnes les plus invisibilisées. Un des

enjeux, c'est de parvenir à amplifier ces voix sans reproduire des mécanismes racistes, par exemple avec des recherches participatives où des personnes minorisées passent du statut d'objets à celui de sujets, en étant aussi des co-chercheur-es. Cela pose aussi la question des financements: dès lors que nous avons des privilèges, il est important de se demander comment agir directement dans les espaces que nous occupons. À un niveau individuel, il y a le passage à l'action qui est primordial: il s'agit de transformer cette déconstruction en action.

La lutte antiraciste doit être une démarche collective

Et aussi, de façon générale dans la lutte antiraciste, ça doit forcément être des démarches collectives. Cela me semble assez difficile d'imaginer une démarche uniquement individuelle, parce que c'est une lutte, une attaque contre un

système fort ancré et solide donc il y a vraiment la nécessité de le penser collectivement.

Un mot de la fin?

Au niveau académique, il y a un gros manque de recherches sur le système judiciaire et de la police. En sachant que la question de la police c'est vraiment l'espace où il y a une délégation du pouvoir qui est donnée avec cette violence légitime, il est extrêmement crucial de se pencher sur ces milieux. Aussi, nous avons énuméré un certain nombre de problématiques, qui ont en réalité un impact sur la cohésion sociale. Rester sur un statu quo me semble impossible. Cela voudrait dire les personnes minorisées dans l'espace public devraient constamment avoir le sentiment de vivre dans un milieu dans lequel elles n'appartiennent que très peu ou qui leur est hostile, ce qui a un coût énorme sur la santé mentale mais aussi sur la manière de se percevoir, notamment en termes d'ambition que l'on pourrait avoir ou non.

Rester sur un statu quo me semble impossible

La blanchité, si je pense à la question de l'embauche, a notamment un coût économique: en raison de préjugés, des entreprises risquent de ne pas collaborer avec des personnes qui ont des talents et qu'on n'embauche pas à cause de filtres dans la manière de regarder des CV par exemple. Les impacts sociaux sont donc tout aussi multiples que massifs, et tout autant individuels que collectifs. •

Propos recueillis par Jéssica Sousa

Martyr du trumpisme

USA • L'assassinat de Charlie Kirk, figure de l'ultradroite chrétienne, a offert à Donald Trump un nouveau récit de foi et de puissance. En transformant le polémiste en martyr, le président poursuit la fusion du religieux et du politique, érigeant la ferveur en instrument de domination.

Le 10 septembre 2025, alors qu'il parle des bienfaits du port d'armes, l'influenceur de 31 ans se fait assassiner d'une balle dans la gorge, sur le campus d'une université de l'Utah.

Qui était Charlie Kirk?

Fan boy de Trump, Kirk était un influenceur fondamentaliste chrétien qui utilisait son podcast comme tribune. Il s'était aussi fait connaître pour ses tournées sur les campus américains, où il organisait des confrontations avec les étudiant·es lors desquelles il cherchait ouvertement la polémique. En France, une grande partie de ses propos serait tombée sous le coup de la loi, tant ils relevaient de l'incitation à la haine.

Kirk était un influenceur fondamentaliste chrétien

Il déclarait par exemple que les médecins pratiquant des opérations sur des personnes transgenres devraient être «jugés par un tribunal de Nuremberg». L'influenceur avait aussi tenu des propos antisémites, accusant certains «riches juifs» de soutenir les «anti-blancs». À cela s'ajoutaient des positions anti-immigration, islamophobes et ouvertement racistes, notamment lorsqu'il soutenait que Ketanji Brown Jackson n'avait été nommée à la Cour suprême que grâce à la discrimination positive, «parce qu'elle était noire et non parce qu'elle était intelligente». Sur l'avortement, il atteignait un sommet de radicalité, allant jusqu'à comparer les avortements à «l'Holocauste de notre époque». Il ne pratiquait pas le «débat socratique», comme certain·es ont pu le dire mais plutôt des joutes verbales contre des jeunes de 19 ans.

Un assassinat politique de la gauche?

Dans les heures qui ont suivi l'assassinat, les milieux conservateurs ont immédiatement crié à un meurtre politique commis par un militant antifasciste. Pourtant, l'enquête a montré

que le profil idéologique du meurtrier était bien plus complexe. Tyler Robinson, 22 ans, avait grandi dans une famille mormone républicaine de l'Utah. Passionné de chasse, il maîtrisait parfaitement les armes à feu. D'après sa mère, il s'était «rapproché» de la gauche, notamment parce qu'il entretenait une relation avec une personne transgenre. Rappelons qu'aux yeux des mormon·es, toute déviation des normes sexuelles est souvent perçue comme une «gauchisation».

Légitimation de la guerre culturelle

L'idée d'une «violence de la gauche radicale» a été instrumentalisée pour relancer une véritable chasse aux sorcières visant surtout les médias et les militant·es, déjà amorcée par Donald Trump, et reprise par les extrêmes droites du monde entier. Cet argument relève d'une manipulation politique et d'une contre-vérité: depuis les années 1990, c'est bien l'extrême droite qui a commis la majorité des violences dans le pays. Lors de l'hommage à la victime, Stephen Miller a prononcé un discours à forte charge idéologique, qu'il conclut par: «We are the storm», une formule rappelant le lexique de Joseph Goebbels. Ce dernier avait lui aussi employé l'expression «Der Sturm bricht los» lors de l'assassinat de Horst Wessel, en 1930.

L'extrême droite cherche ici son martyr

Wessel, militant nazi de 23 ans tué à la suite d'une querelle personnelle avec un communiste, fut ensuite érigé en martyr par le régime, et l'un de ses chants devint l'hymne national nazi. L'analogie historique est éclairante: l'assassinat de Wessel avait servi de prétexte à une répression brutale, celui de Kirk est aujourd'hui instrumentalisé pour légitimer une dérive fascisante.

Un pion sur l'échiquier de Trump

En observant de près l'hommage rendu à Charlie Kirk et les prises de



parole de Donald Trump, on comprend vite que Kirk n'en était pas le sujet de l'histoire, mais plutôt l'objet. La victime s'efface derrière la figure écrasante de Trump, qui transforme la cérémonie en véritable rally politique, qui parle avant tout de lui. Par exemple, lorsque la veuve de Kirk déclare pardonner au tueur «à l'image du Christ», le président répond que lui ne pardonne pas et qu'il déteste ses ennemis. Ce contraste nourrit l'image que Trump cultive auprès des chrétiens nationalistes: celle d'un roi David moderne, pécheur mais investi d'une mission divine pour guider le peuple. Même dans le deuil, tout semble calculé pour renforcer ce récit religieux et politique. Selon l'historienne Sylvie Laurent, cette récupération politique est une tentative de créer un contre-George Floyd. Face aux vingt millions d'Américain·es descendu·es dans la rue après la mort de Floyd, l'extrême droite cherche ici son martyr, un symbole inverse pour réaffirmer sa domination culturelle.

Le martyr, une propagande

Dans tout contexte, utiliser un lexique religieux pour parler de la mort relève de la propagande: qualifier les morts de martyrs, c'est vouloir donner un sens à la guerre, alors qu'elle échappe à toute rationalité. Plutôt que d'honorer les morts, il faudrait aspirer à une démocratie assez saine pour les éviter, car rappelons-le: l'honneur n'a jamais ramené les mort·es. •

Sarah Pfizmann

Chronique polémique

L'affaire Epstein

Trump se noie dans son propre déni dans une immense affaire pédocriminelle.

C'est l'histoire effroyable d'une affaire de trafic sexuel de jeunes filles qui se déroulait dans les propriétés du milliardaire Jeffrey Epstein et sur son île privée, impliquant des personnalités telles le prince Andrew, Elon Musk et Bill Clinton. Tout cela attise les théories du complot, des théories antisémites à celle de la prétendue élite sataniste pédophile. D'ailleurs, Trump qui, selon l'organisation Qanon, devait nous sauver de cette terrible élite, était en fait grand ami du sinistre individu. Trump promettait durant sa campagne de réélection aux accents très populistes de déclassifier cette affaire et tant d'autres. Maintenant de retour au pouvoir, il tente d'enterrer le plus vite possible l'affaire. Pour l'instant, nous ne savons toujours pas à quel point Trump était impliqué dans les agissements pédophiles de Jeffrey Epstein. Cependant, les nombreuses photos et vidéos de l'amitié entre les deux hommes, ses propos dérangeants sur les jeunes filles et surtout sa condamnation pour viol nous laissent à douter de son innocence. Récemment, une lettre salace attribuée à Donald Trump, ornée d'un croquis d'un buste de femme, à l'occasion de l'anniversaire du pédocriminel, a été diffusée par la presse et reprise par des élus démocrates. Sa réponse fut de nier et d'attaquer le journal. Il est important aussi de souligner que la fameuse liste n'existe pas. Ce document aurait été une liste des clients et des amis d'Epstein utilisant son trafic. Elle a généré de nombreuses spéculations sur quelles personnalités y seraient inscrites. En fait, ce sont des documents divers qui ont été trouvés. L'histoire de liste permettrait aux complotistes de suggérer une collusion globale entre des gens, sans preuves ni accusations réelles. •

Samuel Bigler

Jéssica Sousa

Forcer la Suisse à agir

GÉNOCIDE • Quand les gouvernements se rendent complices d'atrocités, les citoyen·nes, elles-eux, refusent de rester immobiles. C'est ce qui a poussé plus de 400 personnes de 44 pays différents à prendre la mer à bord de 42 embarcations en septembre 2025, sous le nom de «Global Sumud Flottilla».

En septembre dernier, la *Global Sumud Flottilla* embarquait avec pour but de briser le blocus israélien autour de Gaza.

Une coalition internationale pour la libération de la Palestine

Après quelques jours de navigation, dans la nuit du 2 octobre, l'armée israélienne intercepte 42 embarcations humanitaires avec à leur bord plus de 400 personnes originaires de 44 pays. Toutes sont là dans un but précis: en finir avec le blocus imposé par l'État d'Israël sur l'enclave palestinienne de la bande de Gaza, après bientôt deux ans de génocide brutal. Les passager·ères civil·es de la *Global Sumud Flottilla* seront donc arrêté·es, humilié·es, battu·es pour certain·es, et enfermé·es dans la prison de Ktzi'ot, dans le désert du Néguev.

L'objectif premier de la flottille est politique

À son retour, un participant suisse explique: «Ils m'ont attaché les mains derrière le dos de façon à ce que ça soit très douloureux. Après, j'ai été mis dans cette cour avec une centaine de membres de la mission humanitaire. Ils nous ont laissé·es des heures au soleil, à genoux, sans rien savoir. On ne pouvait même pas lever la tête, sinon ils venaient la pousser en bas. Le ministre israélien Ben Gvir est venu et nous a traité·es de terroristes. Il y a eu beaucoup de cas de violence. Et ce n'était que le début». Comme le répètera à son retour en France Rima Hassan, députée française présente à bord d'un de ces navires, le but humanitaire, bien que réel, est secondaire. L'objectif premier de la flottille est politique et vise à pousser les gouvernements à agir. À bord de celle-ci, Rémy Pagani explique également que «notre démarche citoyenne se veut en responsabilité face à l'incurie et l'inaction totale depuis plusieurs mois de tous les gouvernements alors qu'un génocide est en cours et un crime de guerre a lieu contre une population de plus de 2 millions d'habitant·es affamée». À cette fin, les mobilisations et

manifestations en solidarité avec les Palestinien·nes restent l'un des moyens d'action privilégiés. En Italie, des millions de personnes ont marché à travers le pays, ont fait grève, mais ont aussi bloqué des ports et des gares. Un peu partout en Europe, des manifestations ont été organisées pour soutenir la flottille arrêtée, et le peuple Palestinien massacré. Quant à la Suisse, la manifestation spontanée qui s'est rassemblée à Genève le 2

Ne pas perdre de vue l'essentiel

Malgré tout, et comme les participant·es l'ont rappelé, si ces exactions doivent nous indigner, il faut avoir conscience qu'il ne s'agit que d'une version bien amoindrie de ce que vivent au quotidien les Palestinien·nes. Après la libération de près de 2'000 d'entre elles-eux des donjons israéliens, environ 9'000 restent détenu·es dans des conditions de torture abominables. Qui plus est,

d'honorer son image de pays du droit international humanitaire, revendiquée par ses dirigeant·es. Pourtant, à leur retour à Genève, les participant·es à la flottille expliqueront que: «La seule aide qu'on a reçue de la Suisse, c'est la présence du vice-consul à l'aéroport d'Istanbul pour nous prêter à chacun·e 40 francs, qui devront être remboursés prochainement en plus de 150 francs d'émoluments».

Protester encore et encore, ça marche

Si la Suisse apporte une aide de cette ampleur à ses propres citoyen·nes, il est difficile d'imaginer qu'elle pourrait agir concrètement en faveur des Palestinien·nes. Et en effet, le 24 septembre, même la timide reconnaissance de l'État de Palestine était encore écartée par le gouvernement, qui expliquait «[qu'] il vaut mieux plutôt tenir ce levier à disposition le moment venu, où un plan de paix sera sur la table afin de pouvoir donner une incitation majeure». Quelques jours plus tard, le 29 septembre, le «plan de paix pour Gaza» de Donald Trump était annoncé en grande pompe. En date du 15 octobre, aucun signe d'un changement de posture de la Suisse n'est perceptible et Israël bombarde encore la bande de Gaza.

Arracher la paix

Alors que faire? On peut se rappeler, avec les mots de Jérémy Chevalley, lui aussi à bord de la *Global Sumud Flottilla*, que les actions collectives fonctionnent: «Les Suisse·sses peuvent faire beaucoup de choses. Mêmes simples. Le boycott, déjà, c'est super efficace et ça ne coûte rien. Sinon, il suffit de regarder chez nos voisins. Bloquer un pays, ça marche. Protester encore et encore, ça marche. Interpeller les politicien·nes, le DFAE. Il faut mettre la pression jusqu'au bout. Le peuple a toujours le dernier mot.» •

Raphaël Tschachtli



octobre, à la suite de l'arrestation des membres de la *Global Sumud Flottilla*, a été attaquée, les manifestant·es frappé·es, gazé·es et arrosé·es par la police genevoise. Une semaine plus tard, à Berne lors d'une manifestation nationale pour la Palestine, qui a rassemblé environ 10'000 personnes, la police a franchi un nouveau cap en nassant et arrêtant arbitrairement plus de 500 participant·es.

de nombreux corps ayant été restitués à leurs familles présentent des sévices atroces, comme des traces de brûlures, de menottes, ou encore des impacts de balle entre les yeux. La flottille a permis d'intensifier le regard du monde sur la Palestine, sur les agissements d'Israël, et sur l'inaction des gouvernements. Dans un contexte tel que celui-ci, on aurait pu s'attendre à ce que la Suisse agisse, afin

L'éducation: pas une variable d'ajustement

HAUSSE DES TAXES D'ÉTUDES • L'éducation a-t-elle toujours un prix accessible? Apparemment, non. Et les débats politiques des derniers mois en sont la preuve. Retour sur les conséquences des coupes budgétaires, des hausses des taxes d'études aux coupes dans la recherche, et sur les actions entreprises pour les contester.



D'abord, il y a eu le «Réexamen 2024 des tâches et des subventions» — connu sous le nom de rapport Gaillard — puis, au niveau cantonal, le Grand Conseil vaudois a décidé en septembre de réduire le budget de 305 millions de francs pour l'année 2026. Comme rapporté par la RTS, ces coupes touchent directement les secteurs de l'éducation, de la santé et du social. La FAE s'oppose activement à la mise en œuvre du rapport Gaillard et aux mesures d'austérité décidées par les autorités vaudoises. Et elle n'est pas seule.

Vers une mobilisation nationale

Au mois de septembre, plusieurs conférences ont été organisées par

les associations estudiantines du campus de l'Université de Lausanne. Elles ont permis d'ouvrir des espaces de réflexion sur les conséquences sociales, politiques et académiques des coupes budgétaires. Parmi elles, une conférence organisée par la FAE en parallèle à la manifestation de Berne, le premier octobre, a réuni une soixantaine d'étudiant·e·x·s. Un moment fort, qui a permis de relayer les revendications localement et de renforcer la mobilisation.

37'000 «non» et une Place Fédérale remplie

La FAE était présente à Berne avec ses deux co-président·e·x, Tania et Maxime, pour représenter la voix

des étudiant·e·x·s lausannois·e·x·s. «Dès 17h30, la place s'est remplie. Il y a eu des prises de parole de l'UNES, de doctorant·e·x·s du SSP, et cetera. Chacun·e·x a pu exprimer les conséquences concrètes de la hausse des taxes dans son domaine», témoigne Tania. Comme rapporté par la RTS, environ 5'000 personnes ont participé à la manifestation. Cette mobilisation a été organisée en amont de l'entrée en matière au Parlement fédéral sur le projet budgétaire lié au rapport Gaillard, prévue le 2 octobre. Elle a également marqué la clôture de la pétition nationale lancée par l'UNES contre la hausse des taxes d'études, qui a recueilli plus de 37'000 signatures.

Lausanne s'oppose au Grand conseil

Le soir suivant, le 2 octobre, Lausanne a accueilli une manifestation encore plus massive. Selon les organisateur·rice·x·s, près de 15'000 personnes ont défilé dans les rues. Contrairement à Berne, cette mobilisation ne concernait pas uniquement les étudiant·e·x·s: les travailleur·euse·x·s des secteurs touchés par les coupes — santé, éducation, social — étaient également présent·e·x·s. Une démonstration de force qui montre que la contestation dépasse largement les murs de l'université. •

Le bureau de la FAE

Quand la TV s'expose

EXPOSITION • À l'occasion des 75 ans de la télévision en Suisse, la Section d'histoire et esthétique du cinéma de l'UNIL propose une rétrospective qui revient sur les origines et les critiques auxquelles ce média s'est heurté. Entretien avec la professeure Anne-Katrin Weber.

Depuis son arrivée en Suisse, dans les années 1950, la télévision de service public fait l'objet de controverses, qu'elles soient sociétales, politiques, culturelles ou institutionnelles. L'exposition se situe ainsi à la croisée de plusieurs actualités, dont l'arrivée de la RTS sur le campus de l'UNIL-EPFL et l'initiative populaire intitulée «200 francs, ça suffit!», visant à abaisser la redevance audiovisuelle. Cet objet – porté par l'UDC et soumis au vote en 2026 –, rappelle que la télévision helvétique a toujours été «sous tension», comme l'indique le titre choisi par les responsables de l'exposition, Anne-Katrin Weber, Marie Sandoz et Roxane Gray.

Au cœur des débats

Le milieu politique se montre particulièrement virulent envers le petit écran dès les années 1970. Si certain-es l'estiment trop orienté à gauche, d'autres se méfient du pouvoir de l'image, qui bouscule leur

une intervention, qui va provoquer des réactions», explique Anne-Katrin Weber.

La TV sous toutes ses formes

La télévision étant un média éphémère, ses archives s'avèrent parfois fragiles ou incomplètes. «Énormément d'éléments se sont perdus, notamment ce qui relève du flux télévisuel, à savoir l'expérience d'une programmation sur plusieurs heures», précise l'historienne.

La télévision helvétique a toujours été «sous tension»

Les équipes de recherche ont donc valorisé d'autres types de sources (journaux, affiches, photographies), sans oublier des extraits d'émissions célèbres à diffuser sur des écrans, et susceptibles de rappeler des souve-

surdité. Comme le souligne Anne-Katrin Weber, «l'arrivée de la RTS incite à faire une vitrine des recherches actuelles», en permettant ainsi de mettre en avant la diversité de l'objet télévisuel.

Valoriser le patrimoine audiovisuel

À l'UNIL, les études sur la radio et la télévision s'inscrivent dans une longue tradition. Initiées par des sociologues de la Faculté des SSP, elles se sont aussi développées au sein de la Faculté des lettres, en particulier dans les Sections d'histoire contemporaine et d'histoire et esthétique du cinéma. Ce travail a abouti à une reconnaissance institutionnelle en 2024, avec la création du poste de Professeure en études télévisuelles – occupé par Anne-Katrin Weber –, de quoi légitimer et dynamiser ce champ de recherche. Par ailleurs, l'appui des documentalistes de la RTS pour l'exposition constitue un exemple de la collaboration possible entre le service public et l'université. «Je vois un grand potentiel pour l'enseignement, la recherche ou la médiation», affirme la professeure.

«L'arrivée de la RTS incite à faire une vitrine des recherches actuelles»

Si certain-es misent depuis plusieurs années sur sa disparition, il convient d'admettre que la télévision n'est pas prête d'être «hors tension». En ce sens, les polémiques qu'elle continue de susciter démontrent que ce média demeure un moyen privilégié d'interroger et de refléter notre société.

À découvrir jusqu'au 14 février 2026 devant l'auditoire 1129 de l'Anthropole, ainsi que dans d'autres bâtiments du campus (entrée libre, durant les horaires d'ouverture). Plus d'informations: tvsoustension.ch •

Justin Müller

Rendez-vous soirées

Dates à noter

Les meilleurs événements sur le campus pour animer votre mois de novembre.

10 novembre - Conférence et rencontre avec Pascale Baeriswyl au sujet de la Suisse et de l'ONU

Venez à la rencontre de Pascale Baeriswyl, juriste et actuelle cheffe de la mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU à New York, pour écouter une conférence exceptionnelle sur la Suisse et son rôle au sein de l'ONU face aux crises actuelles. Ouvert à tous·tes à partir de 18h15 à l'Amphipôle B.

12 et 19 novembre - Workchoppes de l'AEGE et du LAB

Quoi de mieux pour se réchauffer et égayer l'ambiance maussade du mois de novembre que de se retrouver autour d'une bonne bière? Rendez-vous à l'Amphipôle les 12 et 19 novembre pour les workchoppes respectifs de l'AEGE et du LAB, histoire de pouvoir se détendre encore un peu avant le début des révisions

20 novembre - Symposium recherche durable: Transformer nos pratiques à l'aune des limites planétaires

Pendant une journée, la direction de l'UNIL vous invite à venir vous questionner au sujet de la recherche durable, avec au programme présentations, conférences et tables rondes afin de débattre autour de cette thématique toujours plus actuelle. Rendez-vous à l'auditoire 1216 du Synathlon

26 novembre - Workshop: la liberté d'expression au prisme de différentes disciplines

Venez participer à cet atelier animé par François Saint-Bonnet, professeur de Droit à l'Université Paris II Panthéon-Assas, autour de la liberté d'expression. L'objectif de cet échange est d'ouvrir la discussion sur le thème de la liberté d'expression dans différents domaines ainsi que des problématiques qui peuvent en découler. Le workshop aura lieu à Internef 123 de 12h30 à 14h, mais attention les places sont limitées alors n'attendez pas! •

Tim Nicolas



© Lionel Nemeeth

manière de communiquer avec le public. En outre, l'essor de ce nouvel arrivant inquiète les milieux culturels et les autres médias concurrents (presse, radio, cinéma), qui craignent une baisse de revenus. Du côté des téléspectateur·trices, la télévision ne se limite pas à relayer des informations, mais se positionne elle-même comme un espace d'échange pour alimenter le débat public, au point de créer l'événement. «Par ses propositions de programmes, le choix et le cadrage des sujets, la télévision initie

nirs au public. Au-delà de l'histoire du *mass media*, l'exposition explore également la télévision au sens littéral du terme, soit la «vue à distance», en intégrant des formes télévisuelles utilitaires, à l'instar de la vidéosurveillance. Ce parcours se complète de six autres installations thématiques dispersées sur le campus. Chacune présente des travaux académiques de chercheur·euses qui s'intéressent aux liens entre l'histoire de la télévision et celle d'autres domaines, tels que le jeu vidéo, le graphisme ou la

Du logo qui *Unil* à celui qui fâche

MICRO-TROTTOIR • Le 22 octobre dernier, à l'occasion du workshoppe, *L'auditoire* est allé à la rencontre des étudiant·es afin de recueillir leurs opinions sur le nouveau logo adopté par l'UNIL. À notre question «Qu'est-ce que tu penses du nouveau logo de l'UNIL?», les réponses étaient on ne peut moins élogieuses. Crainte du changement ou réelle dissension?

En mai 2025, au terme d'un processus de quatre ans, l'UNIL s'est parée d'un nouveau logo, plus adapté au digital et à une présence en ligne que l'ancien de type calligraphié, présent depuis 2005. Entre budget jugé démesuré et manque d'originalité, cette décision a fait parler d'elle. Mais qu'en pensent les étudiant·es du campus après quelques mois en sa compagnie?

Un nouveau logo fade...

Le caractère peu original du nouveau logo, revers de la médaille de son aspect plus contemporain, est revenu à de multiples reprises. «Je pense que je suis un petit peu biaisée parce que je suis hyper nostalgique de notre ancien logo, mais

je trouve franchement qu'il est un peu fade.», témoigne une étudiante. Une autre complète: «Là c'est un peu trop lisse, trop gentil, enfin, on s'ennuie un peu j'avoue.» Encensé par de nombreux·ses étudiant·es, l'ancien logo a eu la part belle: «bien travaillé», «subtil», «plein de personnalité», reflétant «au moins une certaine créativité de l'université». Au contraire, pour beaucoup, le nouveau style représente moins l'UNIL: «On a un peu perdu cette âme de l'Université de Lausanne, parce qu'avant le logo était tout attaché, et justement, on était rattaché entre nous.», «Je trouve ça dommage d'être tellement dans une conventionnalité alors que l'université c'est fait pour être un esprit critique.» Plusieurs voix ont également dénoncé cette tendance à normaliser: «Il se trouve qu'on tend à aller vers quelque chose de toujours plus simple,

et je trouve que c'est pas beau.», «Tout devient un peu tout pareil, tout le temps la même chose. C'est moins original, quoi.»

...mais avant tout, non nécessaire

Le nouveau design n'a pas semblé plaire à beaucoup d'étudiant·es. Mais en premier lieu, nombre d'entre eux·elles critiquent un changement inutile, surtout par rapport à son coût incluant création du design et substitution dans la signalisation, les documents, sur Internet... «Il est pas très intéressant, et c'est vraiment n'importe quoi d'avoir dépensé autant d'argent pour le changer alors que l'autre, il allait très bien», pour «un logo si simple et si banal finalement».

Quelques nuances

Malgré tout, quelques voix sont à contre-courant et appuient la démarche

de l'UNIL. Un étudiant témoigne ainsi: «Je le préfère à l'ancien, je trouve qu'il est plus dans l'air du temps, l'ancien je le trouvais un peu vieux jeu, donc ça a ramené un peu de peps sur le logo.» Malgré tout, l'opinion étudiante face au nouveau logo est largement négative, critiquant une procédure inutile et coûteuse pour un produit final ayant, somme toute, peu de caractère. Un étudiant conclut en rigolant: «J'ai hésité à me désimmatriculer.» En fin de compte, la réaction étudiante met en lumière les valeurs de notre génération: il existe des enjeux plus urgents à aborder. •

Alice Côté-Gendreau

Propos recueillis par le comité de *L'auditoire*



Tu connais l'épicerie du campus?

ÉPICERIE • À seulement quelques minutes à pied des salles de cours, l'épicerie Le Vorace se trouve au cœur du campus universitaire lausannois. Participative, vrac et locale, elle est un lieu chaleureux de rencontres, de saveurs et d'écologie.

Au rez-de-chaussée du bâtiment du Vortex, aux côtés d'une salle de spectacle, se trouve Le Vorace, une épicerie coopérative à but non lucratif fonctionnant grâce à l'engagement bénévole de ses coopérateur·ices. Le commerce est ouvert à toutes et à tous, les après-midis de la semaine de 14h à 19h (sauf le jeudi), ainsi que le samedi de 11h à 16h. Il propose de nombreux produits alimentaires locaux et de saison, ainsi que quelques produits de nettoyage et cosmétiques naturels.

Le Vorace, plus qu'une épicerie

Ses coopérateur·ices portent souvent en elles et eux des valeurs écologiques et solidaires, motivant leur engagement dans ce projet. Mais l'ambiance et la rencontre de nouvelles personnes peuvent également être moteur à rejoindre l'aventure, car Le Vorace est avant tout un lieu d'échanges et de dialogues. De conversations quotidiennes insouciantes à des questions politiques, tous les sujets sont en rayon! Dans une

perspective cliente, venir y faire ses courses, c'est pouvoir échanger à propos des produits autant de manière gustative qu'éthique, découvrir des fruits et légumes originaux et de qualité, être inspiré·e par des recettes partagées, ressortir du lieu avec de l'énergie positive.

Le Vorace est un lieu d'échanges et de dialogues

Dans une perspective coopérative, travailler à l'épicerie, c'est consacrer trois heures de son temps par mois au projet, rencontrer des personnes inspirantes, bénéficier de réductions sur ses achats, croiser des ami·es lors de ses courses, et également devenir acteur·ice de la transition écologique. Mais la vie d'un·e client·e «vorace» est-elle aussi rose que son site web le suggère? D'un point de vue éthique, on peut l'envisager. Toutefois, une consommation responsable avec des prix équitables a un coût,

certaines produits pouvant être plus chers que ceux d'autres distributeurs. A contrario, d'autres produits sont également moins chers, par leur statut de vente en vrac par exemple. Un autre élément à prendre en compte: le temps consacré à ses achats, car faire ses courses dans une petite épicerie prend souvent du temps, que ce soit le temps de s'y rendre, ou celui de peser tous ses aliments.

L'importance des épiceries alternatives

Le Vorace s'inscrit dans l'ensemble des épiceries dites «alternatives» à la grande distribution. Elles se distinguent pour plusieurs raisons: par leur approvisionnement, qui donne la priorité aux fermes en agroécologie et aux ateliers de transformation artisanaux locaux; par la transparence de leurs marges, qui sont raisonnables; par leur soutien à l'économie locale; par leur limitation des emballages; enfin, par leur évitement du gaspillage alimentaire. Les épiceries



alternatives se démarquent également par leur contact privilégié avec la clientèle, devenant un véritable trait-d'union entre consommateur·ices et producteur·ices. De plus, alors que les consommateur·ices sont parfois perdus dans la jungle des multitudes de labels différents à la recherche d'aliments sains, équitables et/ou responsables, les épiceries alternatives peuvent servir de labels à elles seules, ayant une charte claire de valeurs définies. Une raison de plus de s'y rendre. Appétit vorace ou pas. •

Flavia Mizel

À cheval entre deux vies

PERSONNALITÉ • Mathilde Cruchet, actuellement avocate stagiaire, est, parallèlement à ses études de droit, vice-championne suisse en saut d'obstacles et en dressage. Sa passion et sa détermination lui ont permis de combiner sport d'élite et études en solitaire.

Qui a dit que ce n'était pas possible de combiner études et passion? Les études universitaires étant soutenues et exigeantes, cela paraît compliqué de pouvoir pratiquer sa passion à côté, encore moins à haut niveau. Mathilde Cruchet, cavalière passionnée et douée, autant vice-championne suisse en saut d'obstacles et en dressage qu'avocate stagiaire, nous prouve le contraire. Ayant commencé à l'âge de trois ans, l'équitation rythme sa vie: «J'ai toujours fait de l'équitation depuis mon plus jeune âge. [...] J'ai tout de suite eu cette passion pour les chevaux». Mais parallèlement à sa carrière équestre, Mathilde Cruchet se lance assez instinctivement dans des études de droit: «C'est vraiment venu naturellement, parce que mes parents [...] sont dans le milieu juridique» Or, c'est seulement en dernière année de gymnase qu'elle s'est véritablement décidée, grâce à son option complémentaire en économie et droit.

Quand organisation, persévérance et passion se rencontrent

Comment toutefois gérer le poids de deux voies aussi ambitieuses et exigeantes l'une que l'autre? «C'était très intense», avoue-t-elle. Pourtant, son ambition, sa persévérance et sa détermination ne l'ont jamais quittée: «j'ai mis tout en œuvre pour arriver à concilier l'ensemble», explique-t-elle, «c'était vraiment de la discipline, des choix, des sacrifices et beaucoup d'organisation». En effet, comme elle le souligne, organisation et discipline sont des éléments clés pour réussir, son emploi du temps tant niveau des cours que des compétitions étant serré: «Les horaires de Bachelor, c'était vraiment de la folie, je dois dire. C'était quasiment du 8h-18h tous les jours. [...] J'avais énormément de compétitions à l'étranger avec l'équipe suisse. Je voyageais régulièrement dans toute l'Europe, donc je loupais aussi beaucoup de cours.» Ainsi, la capacité à «sélectionner les priorités» est indispensable. Savoir «maximiser et bien aménager [son] temps [pour] jongler au mieux avec tout» est-ce qui lui permet notamment de garder une vie sociale.



Malgré les difficultés, sa passion reste forte et puissante: «Il n'a jamais été question d'arrêter ma passion ou de la mettre de côté. [...] L'équitation, les chevaux, ça a toujours été l'équilibre dans ma vie. C'était vraiment naturel pour moi de faire tout».

«Deux vies à temps plein dans une»

Car, comme elle le formule si justement, «quand on fait ce qu'on aime, on ne compte pas [les heures]». En effet, malgré la charge de travail intense et les compétitions récurrentes, elle arrive à garder un équilibre. Rares sont tout de même celles et ceux qui persistent dans leur passion au vu de l'intensité du rythme de vie. «On était extrêmement peu à concilier les deux [sport et études]», confie-t-elle, «au gymnase en sport étude, entre la première et la dernière, il y avait déjà presque un tiers qui avait arrêté leur sport. Aujourd'hui encore, il

y en a très peu qui ont continué [...] parce que ça demande quand même une persévérance et une détermination très importante.» En effet, ce n'est pas chose aisée d'avoir «deux vies à temps plein dans une».

Le pouvoir de la volonté

Finalement, quelques notes d'inspiration de la part de Mathilde Cruchet pour toutes celles et ceux qui douteraient encore de leurs capacités à pratiquer une activité à côté de leurs études, quelle qu'elle soit: «Je pense que lorsqu'on aime vraiment ce qu'on fait... Non, je suis sûre que lorsqu'on aime ce qu'on fait et qu'on est passionné-e, et qu'on se donne les moyens pour le faire, [on peut y arriver]. Croire en soi, croire en ses capacités». Ainsi, sans forcément les pousser aussi loin que notre cavalière hors pair, il n'y plus d'excuse pour ne pas essayer de poursuivre ses rêves! •

Emilie Reymond

Ça meurt à l'hameçon

Alors que les effets néfastes de la pêche sur la biodiversité sont admis, certain-es prétendent la pratiquer de manière plus inoffensive.

Si certain-es apprécient le week-end pour jouer aux jeux vidéo, d'autres préfèrent se saisir d'une canne à pêche. Au cours des dernières décennies, la pêche dite «sportive» a tenté de se constituer en tant que discipline à part entière. La Fédération Suisse de Pêche Sportive (FSPS), active depuis 1953, revendique le caractère compétitif de cette pratique: elle requiert une certaine condition physique ainsi qu'une bonne coordination des mouvements et une grande capacité de concentration pour parvenir à pêcher le plus de poissons possible dans le temps réglementaire. En outre, la FSPS ajoute la nécessité d'une «reconnaissance profonde de la nature». Mais qu'en est-il réellement? Sous ses airs bienveillants, la pratique piscicole «no-kill» (relâcher le poisson après l'avoir pêché) révèle un funeste bilan: plus de la moitié des poissons en meurent. En effet, les poissons sont blessés par l'hameçon qui leur transperce la mâchoire (ou une autre partie du corps comme un œil), ce qui génère une réelle souffrance. De plus, ils sont sortis de force de leur habitat naturel pour être ramenés à la surface où ils ne peuvent pas respirer. Tout cela engendre un affaiblissement considérable de l'animal en question, le rendant plus vulnérable aux maladies ainsi qu'aux prédateurs. La FSPS adopte quant à elle une position contradictoire: la remise à l'eau des poissons serait «habituelle» mais «pas la norme». Au niveau européen, certaines directives ont été établies en matière de pêche, notamment celle de «tenir compte du bien-être animal». Cependant, cette injonction contradictoire ne s'applique qu'aux pisciculteur-ices déclaré-es comme tel-les et non aux amateur-ices comme les sportif-ves. S'il peut être noble de souffrir pour améliorer sa performance sportive en tant qu'humain-e, est-il bien fairplay d'imposer cette logique à un animal? •

Léontine Julliard

Des traces d'aliens sur Mars?

ESPACE • Des roches martiennes découvertes par le *Rover Perseverance* pourraient contenir des biosignatures: un signe que la vie a peut-être un jour existé sur Mars, une vie extraterrestre.

En septembre 2025, la NASA a annoncé que des roches martiennes, nommées Chevaya Falls, contenaient des minéraux produits par des réactions chimiques liées à un milieu habité. Le Dr Joel Hurowitz, chercheur à l'Université Stony Brook et scientifique du projet, annonce qu'il «s'agit de la détection de biosignatures potentielles la plus convaincante que nous ayons réalisée à ce jour». Ces mudstones, vieilles de 3,5 milliards d'années, ont été retrouvées dans la zone *Bright Angel*, au bord d'une ancienne vallée qu'on pense fluviale.

Des échantillons sans date de retour

Mais ces découvertes ne sont pas suffisantes, il faudrait ramener sur Terre des échantillons pour savoir



exactement ce qu'il en est et les analyser. Cependant, les missions de retour d'échantillons prévues par l'Agence spatiale européenne (ESA) en 2030 ne sont pas promises et restent incertaines. Ceci s'explique par les coupes budgétaires du Président Trump, prévues pour 2026, visant la réduction des investissements américains dans le domaine spatial. Aujourd'hui, les coûts des missions s'élèveraient à environ 11 milliards de dollars et l'expédition de ces composées chimiques est repoussée à 2040.

Vie martienne ou simple fait géologique?

Certaines analyses suggèrent cependant que les minéraux pourraient aussi s'être formés sans microbes, via des processus purement géologiques et donc naturels. Problème: ces réactions auraient nécessité des températures élevées, qui n'ont jamais été étudié dans la zone de prélèvement.

Faut-il chercher la vie ailleurs quand la nôtre vacille sur Terre?

Pour beaucoup, la piste biologique reste donc plausible. Le docteur Hurowitz déclare, «Nous avons découvert dans les roches des caractéristiques qui, si on les

observait sur Terre, pourraient s'expliquer par la biologie, par un processus microbien. Nous ne disons donc pas que nous avons découvert la vie, mais que cela nous donne vraiment une piste à explorer.» Au-delà de la science, une question persiste: faut-il chercher la vie ailleurs quand la nôtre vacille sur la planète bleue? Le programme *Perseverance* a déjà coûté 2,7 milliards de dollars, sans garantie de résultats. Entre fascination cosmique et urgence terrestre, Mars continue de refléter nos propres contradictions. •

Valentine Dusser

Vouloir retarder la mort

MÉDECINE • Alors que la demande de greffe d'organe augmente de jour en jour, les scientifiques s'affairent pour offrir des solutions toujours plus innovantes. Les conséquences ne sont cependant pas uniquement salvatrices...

France Inter rapporte que des chercheurs français ont lancé un consortium en début d'année concernant les xénogreffes (transplantation d'un organe d'une espèce à une autre), qui se font de manière générale entre l'Homme et le porc. Un élevage de cochons a été ouvert à Nantes dans ce but précis, et les essais cliniques devraient débuter d'ici deux à trois ans. Des expériences de transplantation ont déjà été réalisées avec des reins de porc sur des humains vivants, et les résultats se montrent concluants. D'autres organes sont aussi convoités, dont des tissus, le foie ou même le cœur.

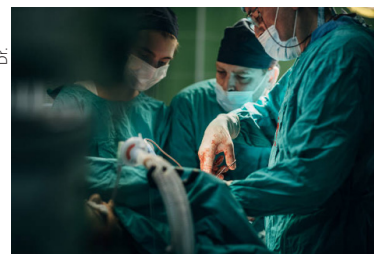
Un marché mondial

Ces progrès ne concernent pas uniquement l'Europe. Comme le rapporte le journal du Sud Ouest, un homme en état de mort cérébrale a reçu pour la première fois la greffe d'un poumon de cochon, en Chine. Cette xénogreffe a été rendue possible grâce à des

modifications génétiques, afin de limiter les risques de rejet. Même si le poumon du porc n'a survécu que 9 jours dans le corps de l'homme, cela représente une avancée majeure dans la recherche. Les transplantations de l'animal à l'humain pourraient à l'avenir offrir une solution durable, cependant...

Seriez-vous prêt-e à posséder un cœur de porc?

Cette idylle laisse en effet un arrière-goût d'amertume. Au-delà de l'aspect scientifique révolutionnaire de ces techniques, énormément de questions se posent concernant la moralité des xénogreffes. Selon un traité du Comité Consultatif National d'Éthique français pour les sciences de la vie et de la santé de 1998, plusieurs points sont à considérer, car les conséquences sur l'Homme sont loin d'être nulles. La xénogreffe pourrait avoir un effet psychologique post-greffe particulièrement difficile sur le patient. L'identité de l'individu est remise en



cause au sein de son propre corps, car la limite entre l'Homme et l'animal est violée, portant atteinte à la dignité humaine. Les organes ont une importance symbolique dans le corps, et les remplacer par des organes animaux semble contre-nature, surtout lorsqu'il s'agit d'organes vitaux comme le cœur, qui nous représente sentimentalement. On peut se demander ce qu'il reste du «soi» après ce genre d'intervention.

Quand l'animal n'est plus qu'organe

Un problème de conscience concernant la cause animale s'impose également. Les sacrifices d'animaux sains lors

d'expériences sur des humains morts ne semblent pas éthiques. L'animal est alors réduit à un organe dans un environnement non-naturel. Il est aussi possible dans ce cadre que de «nouvelles» maladies naissent durant le processus de transplantation, et il y a une menace de propagation dans la population non-négligeable. Bien que tout soit mis en œuvre dans les élevages particuliers afin d'entretenir une hygiène parfaite pour les porcs (futurs donneurs), le risque zéro n'est pas garanti. Il est alors bon de réfléchir si cela vaut la peine de risquer de déclencher accidentellement une pandémie en essayant de sauver un petit nombre de personnes concernées. Ces problématiques non exhaustives sont de véritables obstacles dans cette course au progrès. La question reste toujours la même: la vie, mais à quel prix? •

Lyam Jacquemettaz

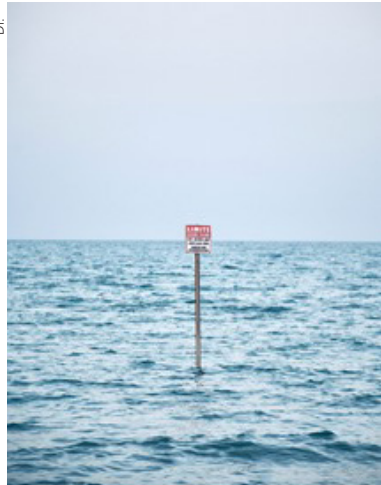
Une planète à la dérive

DURABILITÉ • Selon le dernier rapport *Planet Health Check* de l'Institut de Potsdam, l'humanité vient de dépasser la septième des neuf limites planétaires: l'acidification des océans. Retour sur une réalité inquiétante.

Au nombre de 9, les limites planétaires sont une mesure quantitative établie en 2009 qui désigne les frontières au sein desquelles les conditions d'habitabilité de la Terre sont garanties. Six d'entre elles avaient déjà été franchies, comme l'érosion de la biodiversité ou le changement climatique. Le dépassement de ces lignes rouges menace la stabilité de nos écosystèmes ainsi que la survie de l'humanité.

La goutte de trop

Les océans, représentant 96% des écosystèmes terrestres, absorbent un quart des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) générées par l'activité humaine. De cette manière, ils agissent comme des tampons ralentissant la progression du dérèglement climatique. Cependant, plus les océans emmagasinent du CO₂, plus



leur pH diminue, les rendant ainsi plus acides. La biodiversité marine subit directement les conséquences de cette acidification, et ce, à large échelle. Par exemple, comme les

coraux et coquillages sont fragilisés et qu'ils se trouvent à la base de la chaîne alimentaire, celle-ci est affectée dans son ensemble. De plus, les populations insulaires sont plus exposées aux tempêtes, car les coraux forment une barrière brisant les grosses vagues et protégeant ainsi les côtes. Ce qui alerte le plus les scientifiques est toutefois la saturation de ce mécanisme d'adsorption du CO₂: comme une éponge trop pleine, la capacité des océans à retenir ces émissions baisse nettement.

Foutu pour foutu?

Éviter le dépassement de l'ensemble des limites planétaires est possible. Cependant, cela requiert la mise en place de mesures drastiques. L'un des (rares) exemples de succès en matière d'environnement est le protocole de Montréal a réussi en 1985 à restaurer en partie la couche d'ozone. Certains-

expert-es comme Sascha Nick, professeur à la Business School de Lausanne, invite à questionner la nature de notre modèle économique et sociétal capitaliste.

Comme une éponge trop pleine

En effet, ce dernier engendre des coûts écologiques considérables comme la production de déchets et participe de cette manière à la destruction des écosystèmes. Quand «croissance» devient synonyme de «décadence», on peut se demander si sa poursuite effrénée est encore judicieuse... •

Léontine Julliard

L'asso qui veut conquérir l'espace

AÉROSPATIAL • Construire des fusées après les cours? C'est le passe-temps de l'EPFL Rocket Team (ERT), une association étudiante fondée en 2016 qui réunit aujourd'hui plus de 250 membres. Son objectif ultime: envoyer une fusée à plus de 100 km/h, là où commence l'espace.

L'EPFL Rocket Team est une association qui n'a pas froid aux yeux. En seulement deux ans, elle a conçu un moteur de fusée fonctionnel et développé un engin supersonique capable de dépasser le mur du son. L'association a également mis en place des formations, créé des prototypes réutilisables et travaillé sur des moteurs de pointe, faisant d'elle un acteur phare et dynamique du campus EPFL. Elle a également participé à de nombreux concours européens et internationaux, comme la *Spaceport America Cup*, et a remporté plusieurs prix à la *European Rocketry Challenge*. Si l'association se distingue par ses réalisations techniques, elle sait aussi séduire les sponsors avec comme dernière venue Constellium, multinationale spécialisée dans l'aluminium.

Entre rêve spatial et ancrage industriel

Pour concevoir des fusées capables de résister à la pression et à la

chaleur, il faut des processus solides, et des matériaux légers et ultra-résistants. C'est là que rentre en jeu l'aluminium-lithium, métal emblématique des plus grands lanceurs spatiaux. L'entreprise spécialisée en la matière intervient alors en fournissant son expertise et son savoir-faire.

L'expérimentation étudiante rejoint les enjeux industriels

Pour les étudiant-es, ce lien permet de passer un cap en propulsant et peaufinant leurs projets phares comme le développement d'un prototype réutilisable ainsi que leur moteur bi-liquide (composé d'éthanol et d'oxygène liquide comme carburant) permettant une efficacité améliorée. Ce partenariat élargit également le terrain d'expérimentation concret et professionnel, où théorie et pratique se

rencontrent. Pour Constellium, c'est l'occasion de valoriser ses innovations et de se rapprocher des ingénieurs de demain.

Liaisons... audacieuses

Ce type de collaboration illustre la proximité croissante entre Université et Industrie, déjà bien ancrée à l'EPFL. L'école dispose d'un *Industry Liaison Office* et d'un Innovation Park qui favorisent les échanges entre laboratoires, startups et grandes entreprises. Ces ponts permettent de concrétiser des idées, mais soulèvent aussi des questions sur l'indépendance de la recherche et de la formation face aux intérêts privés. Pour l'ERT, l'équilibre tient dans la passion et la pédagogie. L'association se veut d'incarner cette zone de rencontre où l'expérimentation étudiante rejoint les enjeux industriels. Même si la dernière compétition qui a eu lieu au Portugal début octobre a rencontré des couacs techniques, il semble que



la conquête spatiale étudiante n'a pas dit son dernier mot. L'association a dorénavant l'armée suisse dans le viseur et certaines de leurs infrastructures pour lancer et entraîner leurs fusées. Affaire à suivre... •

Alexandra Bender

Ça pop avec Marie Jay!

INTERVIEW • Montreux Jazz, Festi'neuch, Les Georges, Balelec, impossible d'être passé-e à côté d'elle si vous étiez en Suisse cet été. Transgresser les normes strictes de la musique en proposant davantage d'authenticité, c'est le parti que l'autrice-compositrice-interprète lausannoise de 23 ans a décidé de prendre. L'auditoire a eu le plaisir de rencontrer Marie Jay.

Tu as fait un Bachelor en lettres à l'UNIL. Est-ce qu'il y avait déjà derrière une volonté artistique d'écriture musicale?

Oui, c'était une sécurité. Avant l'entrée à l'UNIL, j'ai passé un an à Londres où j'ai compris que je ne me sentais pas encore sécurisée dans le monde de la musique. Mon Bachelor en français et en cinéma m'a permis de nourrir ma passion pour l'écriture et la narration, même si je ne me sentais pas toujours à ma place. Le cinéma, de base, c'était un choix hasardeux, mais ça fait sens. Aujourd'hui, j'aimerais être réalisatrice de mes clips. S'il y a des gens qui écrivent des textes au fond de l'amphi, vous n'êtes pas obligé-es d'être dans cette classe, mais c'est okay d'être là en attendant d'avoir confiance en votre art.

Quelle est la thématique que tu préfères aborder dans tes sons?

Je n'ai pas forcément une thématique phare, je dirais plutôt que ça fonctionne par chapitre de vie. Mon premier EP *Trottinette* est un catalogue de chansons comme un premier chapitre lié à l'adolescence et des thématiques comme la dépendance affective ou encore le besoin d'appartenance.

Au lieu de sonner parfait, ça sonne authentique

Actuellement, les nouveaux sons que j'écris sont davantage tournés vers la vie de jeune adulte. Comme procédé d'écriture, j'utilise l'autofiction. Je m'inspire de ma vie, de celle de mes potes, et de ce que j'ai pu voir ou lire pour le retranscrire de manière imaginaire.

Dans ton parcours, est-ce que tu as senti que la Suisse t'a encouragée dans ton projet artistique?

Ça a pris du temps, mais oui. Je suis une personne que je qualifierais d'académique et de scolaire. Dans mes cours de musique, j'étais entourée par des musicien-nes qui avaient fait des études de musique. Ce n'était pas mon cas. Je m'intégrais au réseau, tout en ayant toujours ce sentiment de «syndrome de l'imposteur». J'avais



©Maxime Salin

l'impression d'être illégitime, mais plus je sortais des sons, plus je remarquais que ça touchait les gens et plus je me suis sentie à ma place. Le statut de musicien-ne est peu reconnu et encadré en Suisse romande, mais les programmes de soutien sont présents et grâce à eux je me suis sentie moins seule. Je pense qu'ils ont compris que j'avais la dalle.

La pop française a un élan féminin marquant avec de nouvelles artistes émergentes. Est-ce que ça t'inspire?

Oui, clairement. Je vois qu'il y a une nouvelle pop qui émerge avec plus d'indépendance dans les sonorités, où les codes sont réinventés. Les paroles, les prods, les voix sont plus brutes et imparfaites. Par exemple, Miki, Yoa, Iliona m'inspirent. C'est la culture de la *bedroom pop* dans le sens où il n'y a plus besoin d'être vocaliste et avoir un gros budget pour produire tes sons. Au lieu de sonner parfait, ça sonne

authentique. Je m'identifie vraiment à cette nouvelle pop française. Je ne dirais pas que je suis autodidacte, mais je ne dirais pas non plus que je suis uniquement académique. J'ai vite compris que ce n'est pas l'académie qui influence la créativité.

Le 25 septembre, tu as participé au concert de soutien en faveur de SOS Méditerranée. Est-ce que tu te considères être une artiste engagée?

Être artiste implique forcément de s'engager. Je n'ai pas les textes les plus explicitement politiques. Implicitement, en écrivant de manière intimiste comme je le fais, je véhicule des valeurs d'émancipation. Je fais de la musique pour prendre soin des personnes qui m'écoutent, donc sur ça je me sens engagée. M'engager c'est aussi donner de la force à toutes les personnes qui se mobilisent activement et concrètement. En participant à ce genre d'événement, comme à l'Alhambra, je donne

de la visibilité à des causes qui sont beaucoup plus importantes pour moi que mes sérénades.

Qu'est-ce qu'on peut attendre de toi pour 2026?

Ce qu'on peut attendre de moi en 2026, c'est de découvrir mon nouveau chapitre que j'ai hyper hâte de vous faire découvrir. Mon année 2024 était pleine de nouveautés avec la sortie de mon premier EP et ma victoire aux *Tataki awards*.

Être artiste implique forcément de s'engager

C'était déjà énorme. L'EP m'a permis de rencontrer des gens sur Instagram mais aussi en vrai, avec le public durant la tournée. Dans un premier temps, j'ai digéré aussi ce qui était en train de se passer. J'ai fait beaucoup de dates, notamment en Suisse et en France. Tout cela m'a permis d'apprendre ce que ça fait de faire tant de concerts, de travailler dans ma chambre et dans l'ombre. Je me réjouis de dévoiler la suite.

Qu'est-ce que tu dirais à la toi petite qui dansait sur les tables aux fêtes de famille?

Mon enfant intérieur va bien, donc je n'ai rien à lui dire. Quand tu es petit-e, les enfants ne sont pas vraiment méchant-es, mais plutôt aléatoires. Marie petite prenait de la place, mais elle mettait les gens de bonne humeur. C'est plutôt à mon ado intérieure que j'aimerais parler. Jusqu'à mes 13 ans, je me trouvais cool, puis il y a eu la culture de la gêne où tout devenait gênant. J'avais deux choix: me censurer ou faire la rebelle. J'ai choisi la deuxième option, en devenant extravagante. J'aimerais dire à la Marie ado que si tu te trouves cool, reste comme ça, mais au-delà d'être extravagante, reste-toi. •

Propos recueillis par
Charlène Wicky

Instagram de l'artiste: @_marie_jay_

Les hétéros ont bobo

TÉLÉREALITÉ • Sous ses airs d'expérience sociale, *Love Is Blind France* déclenche un tollé: réduire les candidat-es à des voix tout en recyclant des archétypes du couple hétéro. Derrière le "wow" conceptualisé, ce n'est pas l'amour qui s'invente, c'est le conformisme qui se rejoue, lisse et télégenique.

Les cabines sont bleues, les voix feutrées, les promesses prononcées dans l'obscurité. On croit regarder une expérience anthropologique, mais on assiste à la mise en scène du malaise hétéro. Le concept paraît candide, présenté comme une épreuve de sincérité: 15 hommes et 15 femmes se parlent, se séduisent sans se voir. En réalité, la production fabrique du vide — et le vide devient désir. Les corps, absents, s'étirent en fantasmes. L'amour se réduit à un jeu de rôle sonore, où le hors-norme est soigneusement évincé.

L'amour est aveugle, pas les stéréotypes

Les exemples abondent. Dans un épisode devenu viral, Cynthia, élancée sur ses talons hauts, fait face à Jonathan, plus petit. Il la supplie de les enlever:

«Je vais me faire tailler, là t'abuses». Le geste paraît anodin, mais il raconte un siècle d'insécurité masculine. Tout y est: la honte, la peur du ridicule, le réflexe de rabaisser pour sauver l'honneur.

Une génération qui confond amour et validation

Résultat de l'insécurité de monsieur: le couple s'effondre après maintes disputes à ce sujet. Ailleurs, une candidate refuse de dormir dans le même lit que son fiancé la nuit de noces. Le montage l'escamote, mais les réseaux, eux, s'en chargent: «frigide», «allumeuse», «trop prude pour Netflix». Le corps féminin doit se rendre disponible, même quand il ne veut pas. Et puis il y a les autres,

les *pick-me*, ces femmes qui, pour séduire, veulent se distinguer à tout prix des autres candidates pour capter le regard masculin. Sarah par exemple, pour gagner l'estime de Charles, discrédite Julie parce qu'elle a parlé ouvertement de sa sexualité: un joli fragment de *slut-shaming* sous filtre pastel. La rivalité féminine se travaille comme un scénario. Les hommes trinquent entre copains pendant que les femmes s'épient, s'évaluent, se neutralisent. Ce grossier théâtre social fonctionne d'autant mieux qu'il se joue entre trente-naires CSP+: cheffe de projet, entrepreneur digital, analyste en patrimoine immobilier... Des intitulés LinkedIn pour des cœurs en recherche de synergie. Même les fiançailles ont des airs d'entretien d'embauche. *Love Is Blind France* met en lumière la misère

émotionnelle d'une génération qui confond amour et validation, sincérité et performance. L'émission spectacularise la gêne, transforme les maladroites en scènes de comédie, les doutes en divertissement. Sous son vernis expérimental, le show ne réinvente rien: l'homme doit être sûr de lui, protecteur, un peu viril mais pas trop, et la femme douce, à l'écoute, complaisante mais toujours désirable. On ne cherche pas à aimer — on cherche à plaire. La cécité qu'on nous vend comme geste d'égalité n'est en réalité qu'un camouflage des normes qu'elle prétend abolir. L'amour y porte des talons, mais pas trop hauts, pour ne froisser personne. •

Lisa Waldvogel

L'envers du mythe Berghain

CLUB • Derrière les murs de béton du Berghain, la nuit se fait religion. Refuge des marginalisé-es et vitrine d'une liberté radicale, le club le plus mythique de Berlin cultive pourtant ses paradoxes. Pour défendre l'inclusion, faut-il d'abord savoir exclure? Réflexion autour de sa politique de porte.

Il fait -10 degrés. Vous attendez depuis trois heures dans une file silencieuse, vêtus de noir comme tout le monde autour de vous. Devant vous se dresse la boîte la plus mythique de Berlin — celle qui a refusé l'entrée à Elon Musk comme à Madonna. Une pointe d'adrénaline lorsque vous croisez le regard de Sven, le plus célèbre des *Türsteher*. C'est le grand moment. Un simple hochement de tête, en guise de refus, même pas un mot. Vous n'entrez pas dans le temple de la techno. Dans *La nuit, vivre sans témoin*, le philosophe Michaël Foessel compare les vigiles du Berghain à des gardien-nes d'une cathédrale sans dieu, veillant sur un lieu sacré. Sacré, car il marque une rupture avec le jour: ici, sans téléphone ni image, on ne vit chaque instant qu'une fois. C'est un espace d'exubérance, où l'individu peut, enfin, se libérer des normes du dehors.

Un lieu d'expression pour la communauté gay

Le Berghain est l'héritier du club



underground Ostgut (1998-2003), alors principalement fréquenté par des hommes gay. Ce dernier ferme en 2003 puis renaît aussitôt sous une nouvelle forme: les anciens propriétaires Michael Teufele et Norbert Thormann, inaugurent le Berghain. Depuis, le public s'est diversifié, mais la défense des minorités sexuelles demeure au cœur de l'identité du lieu. Aujourd'hui, toujours dirigé par ses fondateurs, le Berghain s'est imposé comme une véritable institution de la vie nocturne berlinoise. Riche de cette histoire et de sa communauté fidèle, la structure entretient une forme d'entresoi. Face aux influences extérieures — tourisme festif, internationalisation, ouverture à un public hétérosexuel — le

club veille à préserver son identité. Cette préservation passe notamment par une politique de la porte aussi mystérieuse que célèbre.

Exclure pour mieux inclure?

Le Berghain incarne le paradoxe d'une scène qui, tout en se réclamant de l'inclusion, repose sur des mécanismes d'exclusion. Héritière d'une culture techno née comme refuge pour les communautés gay et afro-américaines, la scène berlinoise a progressivement érigé ses propres codes et frontières. Considérer les soirées du Berghain sous le seul prisme de l'inclusion relève d'une lecture universaliste de la culture techno, mais néglige les rapports de pouvoir et les dynamiques genrées qui façonnent encore ses espaces. En pratiquant une sélection drastique à l'entrée — souvent fondée sur le faciès, la tenue ou l'attitude — le club prétend protéger une certaine authenticité subculturelle et empêcher la «touristification» de la nuit berlinoise. Pourtant, cette stratégie reproduit, à

reOURS, les logiques d'exclusion des dominants: hommes noirs, arabes ou femmes jugées trop *straight* se voient régulièrement refuser l'accès, révélant les contradictions d'un milieu se voulant queerfriendly mais traversé par des biais raciaux et esthétiques. Le Berghain inverse certes les régimes de normativité en érigeant les subcultures gay en modèle, mais il demeure une fabrique de normes, où les corps, les genres et les comportements sont filtrés. Loin d'abolir les hiérarchies, la politique d'inclusion du club les reconfigure: elle célèbre la diversité tout en la conditionnant à l'adhésion à un éthos, à des codes et à une corporalité spécifique. Dans cette tension entre refuge et fermeture, le Berghain expose la complexité d'un idéal d'inclusion qui, pour se maintenir, passe nécessairement par l'exclusion. •

Sarah Pfitzmann

Dystopie d'aujourd'hui

CLASSIQUE • En 2025, *La Servante écarlate* se lit comme une dystopie au présent: de l'autrice canadienne Margaret Atwood à l'écran, Gilead, théocratie, fait écho à des reculs de droits et rappelle la fragilité des libertés, surtout celles des femmes.

La force de *La Servante écarlate* tient à un double mouvement: un récit resserré où la vie de June se déploie sous une théocratie patriarcale, et un miroir posé sur l'actualité. Dans le roman paru en 1985, raconté à la première personne par Offred (Defred), l'univers définit des rôles strictement assignés — épouses, Marthas, Tantes, Servantes —, instaure des cérémonies de reproduction et relègue les dissidentes aux Colonies. La série (2017–2025) élargit ce point de vue (Serena Joy, Tante Lydia, résistances) et décrit comment un ordre se met en place par paliers — au nom de la sécurité, de la famille et de la natalité. Lancée le 8 avril 2025, la saison 6 referme l'arc en montrant moins le « choc » que la mécanique: l'impensable d'hier devient la norme si l'on s'habitue à renoncer.

Des faits bien réels derrière la fiction

Atwood décrit son œuvre comme une «fiction spéculative» adossée à des précédents historiques. Rien n'y est magique: tout est documenté. Aux États-Unis, le 24 juin 2022, la Cour suprême statue dans l'affaire *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization*. Elle juge que la Constitution ne garantit pas le droit à l'IVG et annule *Roe v. Wade* (1973), qui le protégeait au niveau fédéral. L'encadrement de l'IVG revient alors aux États; plusieurs en ont depuis restreint l'accès. Dans l'espace public, les robes rouges et les coiffes blanches popularisées par la série sont utilisées comme signe de protestation dans les manifestations, de Washington à San Francisco. Depuis janvier 2025, l'administration Trump

réinstaure la *Mexico City Policy* («Global Gag Rule»). Cette règle conditionne une part de l'aide extérieure des États-Unis au fait que des ONG étrangères n'offrent pas, ne promeuvent pas et ne réfèrent pas l'IVG — y compris là où il est légal.

L'oeuvre décrit la banalisation progressive des restrictions

Des documents officiels et des synthèses d'expertise en détaillent la portée. Ces sources en retracent les abrogations et les rétablissements successifs depuis 1984.

Ce que l'œuvre éclaire aujourd'hui

La Servante écarlate décrit la banalisation progressive des restrictions. D'abord le recul d'un droit, puis la dérogation qui s'installe, tandis que le discours public les justifie au nom de la protection, des rôles dits naturels et de l'ordre établi. Les personnages — Serena Joy, Tante Lydia, les Commandants — échappent au manichéisme: ils en sont acteurs, souvent persuadés d'œuvrer pour le bien. Le cœur de la série tient à ces logiques ordinaires: l'ordre y persiste, porté par des convictions, des compromis et des mots. En 2025, sous l'administration Trump, le débat sur les droits reproductifs se recompose entre Washington et les États. La fiction d'Atwood trouve un écho immédiat. Les décisions s'appliquent et les libertés — en particulier celles des femmes — se fragilisent. •

Colin Noverraz



Au fil des oeuvres Le fado

MUSIQUE • Le fado, musique emblématique du Portugal, a une histoire bien ancrée dans la culture et dans le cœur des Portugais-es. Détour sur les origines de cette musique tout aussi mélancolique que vibrante.

Le fado est avant tout une musique du peuple, née dans les quartiers populaires et marginalisés de Lisbonne.

Des classes populaires à la scène mondiale

Chanté à l'origine par les classes les plus modestes, il exprimait les douleurs, le sentiment de manque et les nostalgies d'un peuple connu pour son activité et ses voyages maritimes. C'est grâce à Maria Severa Onofriana, une prostituée née en 1820 à Lisbonne, devenue légendaire après sa relation avec un comte, que le fado s'est fait connaître par l'élite portugaise. Sa voix et son charisme ont contribué à faire de cette musique un symbole national encore vivant aujourd'hui. Devenu une véritable empreinte culturelle du pays, le fado a survécu à toutes les époques, y compris à la censure du régime dictatorial de Salazar.

Un mélange de chagrin et de beauté, de nostalgie et de passion

Bien que le dictateur ait tenté de contrôler et d'instrumentaliser ce genre musical pour le mettre au service de son idéologie nationaliste, il n'a jamais réussi à l'étouffer. Après des décennies d'adaptation et de résistance, le fado connaît une renaissance dans les années 1980. De nouveaux artistes le modernisent, le mêlant à la pop ou même au rap, tout en conservant son essence mélodique et mélancolique. Impossible d'évoquer le fado sans parler de son icône absolue, l'incontournable Amália Rodrigues. Véritable diva du genre, elle a fait résonner cette musique dans le monde entier. Sa voix puissante et inimitable a touché le cœur des Portugais-es et de toutes celles-eux qui l'ont écoutée, faisant du fado un patrimoine national mais aussi international.

Lisbonne, berceau du fado

S'il est difficile de retracer précisément la naissance du fado, une chose est certaine: c'est à Lisbonne qu'il a pris sa forme avant de rayonner à travers le monde. Mais ses racines profondes se



trouvent de l'autre côté de l'Atlantique. Selon plusieurs spécialistes, ses sonorités proviendraient des peuples brésiliens issus de la traite négrière, ramenées par les marins et colons portugais dans la métropole. Le fado est donc intrinsèquement lié à l'histoire coloniale du Portugal, façonné par des influences multiples et des mélodies venues d'ailleurs. Il existe aujourd'hui deux grands styles de fado, à savoir le fado de Lisbonne, plus populaire et spontané, et le fado de Coimbra, chanté traditionnellement par des hommes universitaires, souvent sous forme de sérénade ou de déclaration d'amour. Ce dernier, plus engagé dans ses textes, a d'ailleurs été le plus surveillé durant la dictature salazarienne. Pour vivre pleinement le fado, il faut se promener, et se perdre, dans les rues d'Alfama, à Lisbonne, où les fadistas chantent sans micro, simplement accompagnés d'une guitare classique et d'une guitare portugaise. L'atmosphère y est unique: «Silence, on va chanter le fado», entend-on souvent avant qu'une voix ne s'élève et saisisse la salle ainsi que les tripes et le cœur de tout un chacun. Mais le fado n'est pas qu'une musique triste, certaines chansons sont plus entraînantes, voire satiriques, mais toutes racontent les aléas et la souffrance de la vie et de l'amour. Le mot même fado, issu du latin *fatum*, le destin, résume cette philosophie de l'âme portugaise: un mélange de chagrin et de beauté, de nostalgie et de passion. Il chante surtout «a saudade», ce sentiment intraduisible de manque et de mélancolie face à un passé révolu, une émotion si profondément portugaise qu'elle résume à elle seule toute l'essence du fado. •

Jéssica Sousa

Démystifier la poésie

LITTÉRATURE • L'artisanat, la microédition, la fête ainsi que la possibilité d'inclure des voix qui n'oseraient pas présenter leurs textes: voilà le cœur battant de *Méluzine*, qui s'apprête à sortir son prochain numéro en décembre. L'auditoire est parti à leur rencontre.

Tout commence par la rencontre d'Avi et Victor autour d'un zine. Ce format nouveau, alliant textes et collages, intéresse tout de suite Avi, alors étudiante en lettres: «Victor m'a introduit à une ouverture à d'autres genres». Elle se souvient de ce cours où le nom de Mélusine, une fée de la littérature médiévale, a retenu son attention. Mais le zine littéraire porté par ces deux passionné-es de poésie est né en dehors de l'université, afin d'inclure le plus de voix possible. L'idée d'un journal universitaire consacré à la publication de textes créatifs, proposée par Avi, se mue

textes étaient déjà mis en page sous forme de collage. On encourage ce genre de démarche à l'avenir.»

Un terrain d'expérimentation qui s'ouvre à toute forme d'expression

Le zine confectionné est envoyé à l'impression au format A4, puis relié à plusieurs mains. Cette technique leur a été enseignée par leur ancien trésorier et

des modifications à apporter à certains textes soumis. Mais l'édition ne se limite pas au travail sur le texte, elle englobe tous les aspects évoqués plus tôt, de la réception à la curation, jusqu'à la conception de l'objet final. La curiosité oriente leurs regards complémentaires alors qu'il et elle cherchent à démystifier la poésie. Pour Avi, la «sincérité» est un critère important. À cela, Victor ajoute l'attention particulière portée à la forme. Mais la versification ne doit pas être le seul intérêt. Au fil du temps, des formes littéraires à la frontière des genres ont émergé, comme le court dialogue théâtral. *Méluzine* comme terrain d'expérimentation s'ouvre à toute forme d'expression. Les créations visuelles sont aussi encouragées.

De l'Amérique underground à l'ancrage en Suisse romande

Le zine est né aux États-Unis le siècle dernier et s'est diffusé à plus grande échelle dans les années soixante, grâce à une explosion de la microédition. L'Amérique underground de cette époque a beaucoup inspiré Victor, à travers l'idée que «tout le monde est poète».

Méluzine permet à quiconque de publier sa poésie

Méluzine s'ancre dans cette histoire sociale et politique. Le projet rassemble une diversité de personnes intéressées, pas seulement venues de l'université, bien qu'elles aient tendance à venir en premier. Le bouche-à-oreille est important. Victor mentionne les «interzines», ces soirées-performances organisées avec d'autres zines romands, tels que *Format Papier*, *La Chaise Jaune*, *Sakkadé* ou *La Mondiale*. Maintenant que l'identité de *Méluzine* est ancrée dans la région, Avi et Victor envisagent d'engager de nouvelles personnes dans le comité, pour l'organisation des événements entre autres. Le format papier, le collage et les formes toujours nouvelles d'écriture que propose *Méluzine* attendent vos mains et vos yeux, et pourquoi pas, les textes que vous gardez cachés dans vos tiroirs. •

Agathe Magand

Chronique *Les rdv culture*

Recos du mois

Le temps se glace mais pas l'esprit ni la scène culturelle romande, voici les quelques recommandations de *L'auditoire*.

Genève, Festival *les Créatives*, 18-30.11

Le festival artistique et féministe est de retour pour sa 21^e édition. Les Créatives proposent un riche programme entre concerts, spectacles, expositions, ateliers d'écriture et tables rondes 100% féminin.

Pretty Dollcorpse de P'tite soeur et Femtogo

Le nouvel album de rap a fait brûler internet. Avec une diction qui cloue le bec, les thèmes abordés sont crus, brisent les tabous et ne laissent pas indifférent-es les auditeur-ices...

Lausanne, le Cinématographe

C'est la deuxième année de vie de la salle associative de cinéma engagé. Le collectif propose un programme de films variés à petits prix. Tous les lundis, les places sont à 10.- pour tout le monde. Un film à ne pas manquer: *La petite dernière* de Hafsia Herzi avec Nadia Melliti, qui a reçu le prix de la meilleure actrice pour ce rôle au Festival de Cannes.

Théâtre de Vidy, *Vudú (3318) Blixen* de Angélica Liddell, 7-9.11

Une œuvre théâtrale monumentale qui repousse les frontières du théâtre, mêlant poésie, performance et tragédie. À travers un langage charnel et mystique, Liddell y explore la passion amoureuse trahie, la vengeance, le sacrifice et la création comme pacte avec le diable. Ce spectacle en cinq parties se déploie comme un poème incandescent sur la douleur, la transcendance et la condition humaine.

L'homme révolté de Camus (1951)

Cap sur un auteur classique mais un essai moins connu. Il y explore la révolte comme un refus positif, porteur de dignité et de mesure, face à l'absurde. Il distingue cette révolte des révolutions qui, en trahissant leur élan initial, sombrent dans le nihilisme, sacrifiant le réel à l'idéologie et rationalisant le meurtre. Un texte intéressant sur la limite entre justice et fanatisme. •

Sarah Pfitzmann



©Fanny Cheseaux

en un projet de zine, sous l'impulsion de Victor. *Méluzine* devient alors *Méluzine*.

Une fée qui fabrique et qui rassemble

Les deux co-président-es de *Méluzine* proposent d'abord une thématique, la plus large possible. Du simple terme *Konzept* pour le premier numéro, aux thématiques du désir et de celle des monstres, diverses propositions leur sont envoyées. Il est temps ensuite d'imprimer les textes retenus et de les accompagner d'images découpées de journaux. Tous-tes deux font appel à une équipe de motivé-es, la *Mélukip*. Avi et Victor considèrent le collage comme une forme artistique à part entière, les textes s'y trouvant enrichis d'autres significations par la juxtaposition des images. Avi ajoute au sujet du prochain numéro sur le thème de la discorde: «Pour la première fois, certains

«maître relieur». Le vernissage est l'occasion de vendre le nouveau numéro, également *open mic* lors duquel «des gens peuvent venir lire leur poème ou lire d'autres poèmes, même ceux qui n'ont pas été publiés», confie Avi. Cette année, il aura lieu le 11 décembre à la Datcha, et sera aussi musical.

Inclusion de voix, diversité des formes littéraires

Avi et Victor ont à cœur depuis les débuts de *Méluzine* de permettre à quiconque de publier sa poésie, en dehors des canons éditoriaux classiques, moins accessibles. Victor affirme qu'«il n'y a pas besoin de passer par des canaux légitimes pour être légitime à le faire». Il est en effet rare qu'un texte soit refusé à la publication. Leur rôle dans l'édition est central dans leur démarche: tous-tes deux proposent

Une histoire de logo...

Chien méchant
méchant



Pas satisfait·es du nouveau logo de l'UNIL? Chez *L'auditoire* aussi, nous nous sommes longtemps cherché·es... Voici les différents logos qui ont fait l'histoire de *L'auditoire*. À toi de deviner à quelle époque ils appartiennent!



1982



1990



2001



2005



2010



2014



L'auditoire wants you!

Envie d'écrire pour le meilleur journal du monde?

Contacte-nous à auditoire@gmail.com pour devenir rédacteur·ice!

(Aucune expérience requise et sans engagement)

Plus d'infos sur notre insta @laudioire

